

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29247]

**23 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles
organisées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 34bis, alinéas 1^{er} et 2;

Vu le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 68;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.788/2 donné le 8 janvier 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et règles générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° allocation globale : allocation annuelle globale au sens du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

2° année ou exercice : année budgétaire et comptable;

3° le Ministre : le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

4° loi du 29 mai 1959 : la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

5° décret du 5 août 1995 : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

6° décret du 9 septembre 1996 : le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

7° loi du 16 mai 2003 ou loi de dispositions générales : la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

8° décret du 18 juillet 2008 : le décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, oeuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'observatoire de l'enseignement supérieur;

9° décret du 19 juillet 2010 : le décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur;

10° décret du 6 octobre 2011 : le décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports de cours;

11° décret du 20 décembre 2011 : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française;

12° le budget et les comptes : le budget et les comptes établis selon les modalités prévues par le présent arrêté et les modèles joints en annexes à celui-ci.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux Hautes Ecoles organisées par la Communauté française visées par le décret du 5 août 1995.

Art. 3. § 1^{er}. Le budget des Hautes Ecoles comprend le budget relatif à l'allocation annuelle globale (section I), au Conseil social (section II) et au patrimoine (section III).

Les comptes des Hautes Ecoles comprennent les comptes relatifs à l'allocation annuelle globale (section I), au Conseil social (section II) et au patrimoine (section III).

Le budget et les comptes d'exécution du budget des sections I, II et III sont établis par année civile conformément à l'annexe du présent arrêté.

Les comptes de résultats par section sont présentés conformément à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

§ 2. Le budget et les comptes sont subdivisés en trois sections avec :

1° section I. – Le budget et les comptes relatifs à l'allocation annuelle globale comprenant les produits définis à l'article 5, 1°, et les charges y imputées;

2° section II. – Le budget et les comptes relatifs au Conseil social comprenant les produits définis à l'article 5, 2° ainsi que les charges y imputées;

3° section III. – Le budget et les comptes relatifs au patrimoine comprenant les produits définis à l'article 5, 3°, ainsi que les charges imputées à ces produits et les autres charges ne rentrant pas dans les sections I et II.

§ 3. Les Hautes Ecoles assurent l'exhaustivité de leurs budgets et de leurs comptes dans la forme issue du présent arrêté.

Elles tiennent également une comptabilité analytique permettant d'identifier les coûts relatifs, notamment :

- aux logements, restaurants et services aux étudiants en ce qui concerne la section II;
- aux différentes implantations, la tenue ou non d'une comptabilité analytique par implantation étant laissée à l'appréciation des autorités de la Haute Ecole;
- aux formations continuées, aux programmes de recherche et développement, aux programmes de services à la collectivité et aux opérations immobilières en ce qui concerne la section III.

Les budgets et comptes sont rendus accessibles en tout temps aux organes de contrôle.

Art. 4. Le Ministre pourra assortir cette comptabilité d'un outil informatique d'aide à la gestion effectuant l'analyse des comptes de résultats et des bilans.

CHAPITRE II. — *Comptes de résultats*

Art. 5. § 1^{er}. Les produits d'exploitation de l'exercice comprennent : 1° pour le budget et les comptes de la section I :

a) l'allocation globale allouée en vertu des articles 9 à 21*bis* du décret du 9 septembre 1996, hors droits d'inscription déduits et en y distinguant la part consacrée au personnel ou « SHE » visée à l'article 29 du même décret et la part consacrée au fonctionnement;

b) les moyens alloués en faveur de la promotion de la réussite avec : la part de l'allocation globale relative à la promotion de la réussite allouée en vertu du décret du 18 juillet 2008; l'allocation pour la promotion de la réussite allouée en vertu de l'article 21*quinquies* du décret du 9 septembre 1996 introduit par décret du 11 janvier 2008; les autres moyens éventuels alloués par la Communauté française à cet effet;

c) les moyens alloués en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles avec : l'allocation d'aide à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur allouée en vertu de l'article 21*quater* du décret du 9 septembre 1996 inséré par le décret du 19 juillet 2007 complétant le mécanisme de démocratisation des études supérieures hors universités mis en place par les décrets du 20 juillet 2005 et du 20 juillet 2006; l'allocation complémentaire allouée en vertu du décret du 19 juillet 2010; les autres moyens éventuels alloués par la Communauté française à cet effet;

d) la compensation forfaitaire spécifique pour remplacement dans leur charge de cours des promoteurs de projets FIRST de la Région wallonne et SPIN OFF de la Région bruxelloise allouée en vertu de l'article 14, alinéa 7, du décret du 9 septembre 1996;

e) tout autre produit public éventuel alloué en faveur du budget et des comptes de l'allocation globale;

f) les droits d'inscription déduits de l'allocation globale en vertu de l'article 12, § 2 *ter-bis*, de la loi du 29 mai 1959, les droits d'inscription perçus en vertu de l'article 12, § 2, de la même loi non déduits de l'allocation globale; les droits d'inscription spécifiques déduits de l'allocation globale visés aux articles 58 à 62 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement et à l'article 2, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 pris en exécution de la loi précitée ; les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants visés à l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 et les autres produits liés éventuels. Les droits d'inscription et autres produits liés remboursés constituent des produits négatifs imputés au compte 7302;

g) les autres produits éventuels : ceux-ci incluent les produits visés aux points 4° et 5° imputés à la rubrique « autres produits d'exploitation », ainsi que les produits de l'exercice autres que ceux visés aux points a) à f) ci-dessus générés par des charges imputées au budget et aux comptes de l'allocation globale imputés à la rubrique « chiffre d'affaires »;

2° pour le budget et les comptes de la section II :

a) les subsides sociaux alloués en vertu de l'article 89 du décret du 5 août 1995, en y distinguant la part des subsides sociaux allouée au Conseil des étudiants en vertu de l'article 75 du même décret; l'allocation complémentaire allouée en vertu de l'article 2 du décret du 6 octobre 2011 versée sur le compte courant dédié aux subsides sociaux; les autres moyens éventuels alloués par la Communauté française sur le même compte courant;

b) les subsides éventuels alloués spécifiquement par la Communauté française soit pour les logements, soit pour les restaurants, soit pour la politique sociale en faveur des étudiants ainsi que les autres moyens éventuels alloués par la Communauté française aux mêmes fins;

c) tout autre produit public éventuel alloué en faveur du budget et des comptes sociaux;

d) les autres produits éventuels ceux-ci incluent notamment les produits visés aux points 4° et 5° imputés à la rubrique « autres produits d'exploitation », ainsi que les produits propres du service social de l'exercice autres que ceux visés aux points a) à c) issus notamment des logements, des restaurants et des étudiants y compris ceux en mobilité via le programme Erasmus imputés à la rubrique « chiffre d'affaires »;

3° pour le budget et les comptes de la section III :

- a) les produits propres et publics spécifiquement dédiés aux programmes de formations continuées, c'est-à-dire hors la part de l'allocation globale y consacrée en vertu de l'article 3 du décret du 9 septembre 1996;
- b) les produits propres et publics spécifiquement dédiés à la recherche appliquée c'est-à-dire hors la part de l'allocation globale y consacrée en vertu de l'article 3 du décret du 9 septembre 1996, ainsi que les produits propres et publics de développement;
- c) les produits propres et publics spécifiquement dédiés aux services à la collectivité, c'est-à-dire hors la part de l'allocation globale y consacrée en vertu de l'article 3 du décret du 9 septembre 1996;
- d) les produits propres et publics d'opérations immobilières;
- e) les dons, libéralités, legs;
- f) les droits d'inscription perçus en vertu de l'article 12, § 2 de la loi du 29 mai 1959 non déduits de l'allocation globale en vertu du § 2^{ter-bis} du même article, les frais appréciés au coût réel afférents aux biens et services fournis aux étudiants visés à l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 et les autres produits liés éventuels et ce, lorsque ces éléments ne sont pas imputés à la section I et pour autant que les règles communiquées en vertu de l'article 17, alinéa 3, le prévoient. Les droits d'inscription sont rattachés à l'exercice comptable de leur perception. Les droits d'inscription et autres produits liés remboursés constituent des produits négatifs imputés au compte 7302;
- g) les autres produits ne relevant pas des sections I^{er} et II;

4° pour le budget et les comptes des sections I^{er}, II et III : les produits de transferts en provenance d'autres budgets ou comptes en contrepartie de charges éventuellement couvertes par le budget ou les comptes concernés qui ont trait à ces autres budgets ou comptes;

5° pour le budget et les comptes des sections I^{er}, II et III : les produits en provenance d'autres institutions, constitués par les remboursements éventuels d'autres institutions de charges encourues dans le cadre notamment de conventions relatives à des programmes communs.

§ 2. Les produits alloués par la Communauté française sur crédits de la division organique 55 de son budget sont comptabilisés sur base des droits constatés, selon les critères les définissant en vertu de l'article 2, 10°, du décret du 20 décembre 2011, eu égard aux montants calculés par la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère en vertu des dispositions légales y afférentes ainsi que des crédits inscrits à cet effet au budget de la Communauté française et communiqués par elle aux Hautes Ecoles. Ces montants sont imputés à la rubrique D des comptes de résultats. Les régularisations éventuelles de ces montants sont traitées via les comptes de régularisation (au bilan : compte 4140 à l'actif et compte 4910 au passif).

Art. 6. § 1^{er}. Les charges d'exploitation comprennent :

1° pour le budget et les comptes de la section I, les charges de personnel, de fonctionnement et d'équipement définies à l'article 3 du décret du 9 septembre 1996, les charges d'aide à la réussite définies aux articles 1^{er}, 4 à 8, 11 et 12, du décret du 18 juillet 2008, les charges résultant de l'organisation d'initiatives menées en matière de promotion de la réussite dont question à l'article 21^{quinquies}, alinéas 1^{er}, et 4, du décret du 9 septembre 1996, les charges imputées à l'aide à la démocratisation d'accès en Hautes Ecoles dont question à l'article 21^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 4, 3° du décret du 9 septembre 1996, les charges imputées à l'allocation complémentaire allouée en vertu du décret du 19 juillet 2010, les charges imputées à la compensation forfaitaire spécifique pour remplacement dans leur charge de cours des promoteurs de projets FIRST de la Région Wallonne et SPIN OFF de la Région bruxelloise allouée en vertu de l'article 14, alinéa 7, du décret du 9 septembre 1996 et les charges imputées aux autres produits éventuels du budget et des comptes de l'allocation globale avec, en ce qui concerne les charges de personnel, une distinction entre :

a) les charges relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel enseignant, du personnel administratif et du personnel autre imputés sur l'allocation globale aux coûts moyens bruts pondérés déterminés en vertu de l'article 29, alinéa 5, du décret du 9 septembre 1996, c'est-à-dire la quote-part personnel de l'allocation globale ou « SHE » telle que définie à l'article 29, alinéa 2, du même décret;

b) les charges relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel enseignant, du personnel administratif, ouvrier et du personnel autre imputés aux coûts réels sur l'allocation globale et sur les autres produits de la section I;

2° pour le budget et les comptes de la section II, les charges définies à l'article 90 du décret du 5 août 1995, les charges définies à l'article 23, alinéas 4 à 12, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités tel que modifié par le décret du 6 octobre 2011, et les charges imputées aux autres produits éventuels du budget et des comptes sociaux avec les charges relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel ainsi qu'au fonctionnement et à l'équipement des installations et services sociaux étudiants, présentées par destination en ce qui concerne les charges de personnel lorsque celui-ci est affecté aux logements ou aux restaurants ou aux étudiants via, notamment, les services d'aide et d'orientation ou encore à d'autres destinations relevant du secteur social;

3° pour le budget et les comptes de la section III :

- les charges relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel enseignant et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, du personnel autre ainsi que les charges de fonctionnement et d'équipement non amortissables qui ne ressortissent pas aux autres sections, présentées par destination selon que ces charges sont affectées aux formations continuées, aux programmes de recherche et développement, aux programmes de services à la collectivité et aux opérations immobilières ou encore à d'autres destinations relevant du patrimoine;

4° pour le budget et les comptes des sections I, II et III :

a) à la rubrique D, les amortissements et les réductions de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles.

Sans préjudice des dispositions adoptées à ce sujet dans le cadre du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française, les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles (constructions, installations, machines et outillage, mobilier et matériel) à durée d'utilisation limitée, font l'objet d'amortissements linéaires en fonction de leur durée d'utilisation probable ou de leur durée d'utilité probable selon les taux normaux suivants :

- biens immeubles par incorporation : 5 %;
- Installations, machines, outillage : 20 %;
- mobilier et matériel : 10 %;
- matériel roulant : 20 %;

- matériel informatique : 33 %;
- logiciels : 33 %;
- audiovisuel, multimédia : 20 %;
- constructions : 2 %.
- aménagements : 5 %.

L'amortissement débute durant l'exercice au cours duquel les frais relatifs aux immobilisations sont comptabilisés.

Sont obligatoirement amortis :

- les biens immeubles par incorporation, les constructions et aménagements visés à l'alinéa 2;
- les installations, machines, outillage, le mobilier et matériel, le matériel roulant, le matériel informatique et les logiciels visés à l'alinéa 2 d'une valeur supérieure à 250 euros;
- les immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée de vie n'est pas limitée ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-values ou dépréciations durables;

b) à la rubrique E, les réductions de valeur et reprises de réductions de valeur sur créances, stocks, commandes en cours d'exécution et créances commerciales.

Les reprises sont déduites des charges d'exploitation;

c) à la rubrique F, les provisions pour risques et charges.

Les prélèvements sur provisions constituées lors des exercices antérieurs sont imputés en utilisations.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs font l'objet de reprises si elles sont devenues sans objet.

Les utilisations et reprises sont déduites des charges d'exploitation;

d) à la rubrique G :

- compte 6441 : les transferts de moyens entre les sections susmentionnées et les charges de transferts constituées par les transferts de produits du budget ou des comptes concerné(s) vers d'autres budgets ou comptes en contrepartie de charges éventuellement couvertes par ces autres budgets ou comptes et qui ont trait au budget ou aux comptes concerné(s).

Pour le budget et les comptes relatifs à l'allocation annuelle globale, les transferts susvisés sont limités à la couverture de charges éventuellement supportées par les autres budgets ou comptes qui répondent à la définition visée à l'article 3 du décret du 9 septembre 1996 et sont conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements applicables aux Hautes Ecoles.

Le total des produits et des charges de transferts des différents budgets et des différents comptes doivent correspondre globalement;

- compte 645 : les charges constituées par les remboursements éventuels à d'autres institutions de produits obtenus, notamment en ce qui concerne les sections I et III dans le cadre de conventions relatives à des programmes de formation coorganisés.

§ 2. Les engagements en fin d'exercice sont comptabilisés via les comptes de régularisation (bilan : compte 4920 à l'actif et compte 4440 au passif).

Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque section du budget et des comptes, le résultat comprend :

1° le résultat d'exploitation de l'exercice constitué de la différence entre les produits et les charges visés aux articles 5 et 6;

2° le résultat courant de l'exercice après produits et charges financiers, c'est-à-dire :

- a) après les produits financiers générés par les produits du budget ou des comptes concerné(s);
- b) après les charges financières générées par des contrats de location-financement ou des contrats similaires relatifs à des immobilisations corporelles et après les dotations aux réductions de valeur et les reprises de réductions de valeur sur les créances autres que commerciales, les placements de trésorerie et les valeurs disponibles.

Les reprises de réductions de valeur sont déduites des charges financières.

3° le résultat de l'exercice après produits et charges exceptionnels, c'est-à-dire :

- a) les reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles, les reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières (participations, actions et parts);
- b) les dotations exceptionnelles aux amortissements et aux réductions de valeur d'immobilisations incorporelles et corporelles, les dotations aux réductions de valeur des immobilisations financières.

§ 2 pour chaque section du budget et des comptes, l'affectation du résultat comprend :

1° le résultat à affecter, compte tenu :

a) du résultat de l'exercice. Ce résultat correspond au résultat après produits et charges exceptionnelles visé au § 1^{er}, 3°;

b) du résultat reporté à la fin de l'exercice précédent, soit :

- évalué à la fin de l'exercice précédent pour l'établissement du budget;
- disponible à la fin de l'exercice précédent pour l'établissement des comptes;

2° les prélèvements sur fonds propres effectués sur base d'une décision du Conseil d'administration.

3° les affectations aux fonds propres effectuées sur base d'une décision du Conseil d'administration.

Les soldes des montants non utilisés sont repris dans le résultat de l'exercice.

Chapitre III. — *Bilan*

Art. 8. Les comptes annuels incluent un bilan par section relatif aux avoirs, droits et engagements, établi en référence au plan comptable minimum normalisé, dont les modèles sont joints respectivement en annexes 1 et 4 du présent arrêté.

Le bilan par section est établi après répartition, c'est-à-dire compte tenu des décisions d'affectations du solde du compte de résultat de l'exercice, du résultat reporté et éventuellement des prélèvements et autres affectations sur les fonds propres.

Le bilan de la section I inclut au passif, à la rubrique IV A. - Fonds de réserve « fonctionnement » (hors « SHE ») -, le montant disponible au 31 décembre 2013. En ce qui concerne les opérations courantes, ce fonds de réserve « fonctionnement » est affecté à raison d'au moins 20 p.c. jusqu'à ce que ses ressources atteignent 10 p.c. de la moyenne des dépenses courantes des trois exercices budgétaires précédents. Les ressources de ce fonds peuvent être utilisées avec l'accord du Ministre ou de son délégué selon des modalités pratiques à fixer par circulaire.

Le plan comptable minimum dont question à l'alinéa 1^{er} est également applicable aux comptes de résultats.

Chapitre IV. — *Exécution du budget et situation de trésorerie*

Art. 9. Les budgets et les comptes sont accompagnés d'un tableau de synthèse intitulé « Exécution du budget et situation de la trésorerie » établi par section selon le schéma repris en annexe 1.

Celui-ci fait ressortir :

1° l'exécution du budget présentant comparativement pour le budget et son exécution : les recettes en droits constatés lorsqu'elles répondent aux critères de l'article 2, 10°, du décret du 20 décembre 2011 et à défaut au comptant, ainsi qu'en réalisé; les engagements et les liquidations;

2° la situation de la trésorerie avec le report de la trésorerie de l'année antérieure, les recettes et les dépenses de l'année, les créances et les dettes au-delà du 31 décembre de l'année, le report net de l'année.

Art. 10. Dès la première application de cet arrêté, deux tables de conversion sont établies :

1° la première entre le plan comptable minimum normalisé visé à l'article 8 et le plan comptable actuellement utilisé par les Hautes Ecoles de la Communauté française en référence au logiciel Create;

2° la seconde entre le même plan comptable minimum normalisé et la classification économique SEC 95. Cette table est établie avec la Cellule d'information financière (CIF) créée par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2006.

Ces tables de conversion sont communiquées via circulaires par la Direction générale en charge de l'Enseignement supérieur, le premier mois de l'exercice de première application de cet arrêté.

Elles sont utilisées chaque année par les Hautes Ecoles :

1° la première pour permettre la transposition des données issues de la comptabilité en partie double (produits, charges, actif, passif) en comptabilité de trésorerie (recettes, dépenses) sous la forme du tableau à établir en vertu de l'article 9;

2° la seconde pour être jointe, dûment complétée, aux comptes de la Haute Ecole à transmettre en vertu de l'article 16.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses applicables au budget et aux comptes*

Art. 11. Le budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport synthétique établi par les autorités de la Haute Ecole. Ce rapport fait état :

1° des facteurs déterminant les produits et les charges;

2° des facteurs déterminant les évolutions des produits et des charges au regard :

a) du budget de l'exercice précédent s'il s'agit du rapport sur le budget;

b) du budget de l'exercice et des comptes de l'exercice précédent s'il s'agit du rapport sur les comptes.

3° des options principales adoptées par le Conseil d'administration de la Haute Ecole, pour l'exercice concerné;

4° des motifs de transferts opérés en provenance ou vers les différents budgets et les différents comptes et d'imputations de produits et de charges en provenance ou vers d'autres institutions, dont question à l'article 5 § 1^{er}, 4° et 5°, et à l'article 6, § 1^{er}, 4° d);

5° des opérations réalisées en vertu des articles 6 et 7 en ce qui concerne les amortissements, les réductions de valeur, les provisions et les réserves, et en ce qui concerne les plus-values de réévaluation;

6° de la situation financière.

Art. 12. Les budgets des sections I à III visés à l'article 3, § 1^{er} et § 2, sont complétés par une information sur le cadre, les comptes des mêmes sections par une information sur l'effectif de personnel présenté conformément au modèle de l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 13. L'approbation par le Conseil d'administration du budget et des comptes de la section I, auxquels sont joints les budgets et les comptes des sections II et III, implique l'approbation des transferts ainsi que des produits et charges visés à l'article 5, § 1^{er}, 4° et 5°, et à l'article 6, § 1^{er}, 4° d).

Art. 14. Les augmentations ou réductions des produits et des charges prévus au budget font l'objet d'un ajustement.

Ces éléments sont transmis pour approbation au Commissaire du Gouvernement affecté auprès de la Haute Ecole en vertu de l'article 36 du décret du 9 septembre 1996.

A défaut d'avis dans le mois de leur transmission, ils sont réputés approuvés.

Art. 15. Les Hautes Ecoles établissent régulièrement et au minimum trimestriellement à l'attention de leurs autorités, un état de l'exécution de leurs prévisions budgétaires, avec copie au Commissaire du Gouvernement.

Art. 16. Dans le mois qui suit leur approbation par le Conseil d'administration de la Haute Ecole, celle-ci ayant cours au plus tard dans le mois des dates de transmission ressortant du calendrier et du délai dont question aux alinéas 2 et 3, le budget et les comptes des Hautes Ecoles sont transmis au Ministre, par l'intermédiaire du Commissaire du Gouvernement affecté auprès de la Haute Ecole en vertu de l'article 36 du décret du 9 septembre 1996 et de l'Administration en charge de l'enseignement supérieur, Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique.

Les transmissions du budget et de l'ajustement visés aux articles 13 et 14 sont réalisées dans le respect du calendrier prévu à l'article 68, 2°, du décret du 20 décembre 2011.

La transmission des comptes est réalisée dans le respect du délai prévu à l'article 25.

Le budget et les comptes sont accompagnés des remarques et considérations du Commissaire du Gouvernement dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2000 relatif aux tâches de contrôle des Commissaires du Gouvernement de la Communauté française auprès des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ainsi que le cas échéant du rapport du réviseur.

Le budget reçoit, dans les deux mois qui suivent sa réception, l'approbation du Ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, s'il respecte notamment l'équilibre financier dont question au chapitre VI. Passé ce délai, il est réputé approuvé. Ce budget a une portée prévisionnelle et d'autorisation.

Art. 17. L'ensemble des Hautes Ecoles organisées en service administratif à comptabilité autonome détermine de commun accord, avec l'appui de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique, une proposition de règles qui, dans le respect des dispositions du présent arrêté, président à l'élaboration des comptes de résultats et des bilans, notamment en ce qui concerne les évaluations des éléments des bilans, les constitutions et ajustements d'amortissements, les réductions de valeur et provisions pour risques et charges ainsi que les réévaluations.

Cette proposition est communiquée au Ministre via le Collège des Commissaires du Gouvernement institué en vertu de l'article 44bis du décret du 9 septembre 1996.

Les éléments retenus sont transmis par circulaire ministérielle aux Hautes Ecoles concernées.

Art. 18. Les Hautes Ecoles tiennent un inventaire global de l'ensemble des immobilisations corporelles, y compris celles qui ne sont pas amorties. La valorisation des éléments de cet inventaire tient compte des dispositions de l'article 27. L'inventaire distingue séparément les immobilisations selon qu'elles sont visées soit par le 1° soit par le 2° dudit article.

Chaque année, les Haute Ecoles transmettent au Ministre, par l'intermédiaire du Commissaire du Gouvernement visé à l'article 16, à l'appui des comptes, le tableau synthétique de cet inventaire avec les modifications y apportées durant l'exercice écoulé, dans la forme prévue par l'annexe 2 du présent arrêté. Le tableau complet de l'inventaire prévu à la même annexe du présent arrêté est conservé au sein de la Haute Ecole.

Art. 19. Le comptable est désigné par le Ministre sur proposition du Conseil d'administration de la Haute Ecole. En cas de changement du comptable susvisé, le compte de remise-reprise à établir doit comprendre un procès-verbal de caisse reprenant l'état des engagements, l'état de la trésorerie et un inventaire, conformément à l'annexe 5 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions applicables aux Hautes Ecoles au titre de services administratifs à comptabilité autonome*

Art. 20. Conformément à l'article 68 du décret du 20 décembre 2011, chaque Haute Ecole instituée en service administratif à comptabilité autonome est soumise aux règles suivantes :

1° l'année budgétaire débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre suivant;

2° le budget annuel est établi en fonction des dispositions du présent arrêté. Il est transmis aux autorités compétentes selon les modalités prévues à l'article 16. Il comporte l'ensemble des recettes et des dépenses de la même manière que ce qui est défini pour la Communauté française à l'article 4 de la loi de dispositions générales hors la dérogation y prévue au dernier alinéa. Ces recettes et dépenses sont déclinées en rubriques, en référence au plan comptable minimum normalisé figurant en annexe du présent arrêté et en suivant la classification économique en code SEC selon la table de conversion prévue en vertu de l'article 10, 2°, du présent arrêté;

3° les recettes comportent celles provenant du budget de la Communauté française et les autres mentionnées dans le présent arrêté, imputées en droits constatés lorsqu'elles répondent aux critères de l'article 2, 10°, du décret du 20 décembre 2011 et à défaut au comptant;

4° les crédits de dépenses sont limitatifs, mais peuvent être redistribués entre les rubriques du budget sous réserve de l'approbation du Commissaire du Gouvernement visé à l'article 16 et de la confirmation des redistributions ainsi approuvées dans l'ajustement visé à l'article 14. Toutefois, les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs par rapport aux recettes visées au 3° pour les dépenses de fonctionnement liées au volume d'activités susceptible de générer des recettes autres ou propres et ce, en correspondance aux montants inscrits à cet effet au budget visé à l'article 16. Les crédits de liquidation portent sur les sommes dues du chef d'obligations nées au cours de l'année budgétaire concernée et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures;

5° les crédits d'engagement doivent être en tout état de cause limités aux moyens constitués par les recettes visées au 3°, les recettes autres et propres ainsi que le montant de la réserve bilantaire ou solde libre d'autorisation budgétaire après déduction du montant nécessaire à la couverture de l'encours des engagements reportés des exercices antérieurs;

6° les décaissements ne peuvent engendrer un dépassement de la trésorerie disponible;

7° les opérations internes de régularisation entre exercices sont prévues et imputées au budget;

8° à la fin de l'année budgétaire, les crédits d'engagement et la part des crédits de liquidation non concernés par les opérations visées au 7° tombent d'office en annulation;

9° les fonctions de receveur et de trésorier ainsi que de gestionnaire financier de la Haute Ecole engagés soit en vertu de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 introduit par décret du 20 juillet 2000 et en cadre d'extinction depuis son abrogation par décret du 20 juin 2008, soit en vertu du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française sont compatibles entre elles, mais sont incompatibles avec celles d'ordonnateur;

10° en cas de cessation de fonction, l'ordonnateur transmet de manière complète et en temps réel les données comptables et budgétaires du service à son successeur;

11° conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1^{er} et 3, de la loi de dispositions générales, les receveurs et les trésoriers sont justiciables de la Cour des comptes, en leur qualité de comptables au sens de ladite loi;

12° la trésorerie disponible en fin d'exercice peut être utilisée dès le commencement de l'année suivante;

13° il doit être tenu un inventaire physique des biens immeubles et meubles constitutifs du patrimoine selon ce qui est prévu à l'article 18 et 27 du présent arrêté;

14° arrêté au 31 décembre de chaque année, le compte annuel comporte au moins le compte de résultat, le bilan et le compte d'exécution du budget ainsi que la situation de trésorerie établis par section, dressés après une mise en concordance avec l'inventaire physique.

Art. 21. Conformément à l'article 69 du décret du 20 décembre 2011, le budget annuel des recettes et des dépenses de chaque Haute Ecole en service administratif à comptabilité autonome est inséré dans une annexe au budget des dépenses de la Communauté française. Parmi les dispositions de ce budget, il est fait mention, pour approbation par le Parlement, du total des recettes et du total des dépenses des services administratifs concernés.

A défaut d'approbation, au 1^{er} janvier de l'année budgétaire, du budget visé à l'alinéa 1^{er}, les services peuvent utiliser par 12èmes provisoires les crédits prévus par rubrique dans leur projet de budget, sans toutefois que ces 12èmes puissent dépasser un 12^e du crédit inscrit à la rubrique concernée dans le budget approuvé de l'année précédente. Ces utilisations provisoires sont cependant exclues pour les crédits destinés à des dépenses d'un principe nouveau, non antérieurement autorisées. Le budget annuel des services est ajusté, le cas échéant, durant l'année budgétaire, en tenant compte du budget ajusté de la Communauté française.

Art. 22. Conformément à l'article 70 du décret du 20 décembre 2011, sans préjudice des dispositions de contrôle déjà existantes, chaque Haute Ecole en service administratif à comptabilité autonome met en place un contrôle interne dont les objectifs sont notamment ceux visés à l'article 46 du décret du 20 décembre 2011 et dont l'évaluation peut être auditée conformément aux dispositions de l'article 47 du même décret. Ce contrôle interne, de la responsabilité du collège de direction, porte entre autres sur l'exécution des engagements, des ordonnancements et des liquidations par rapport au budget, ainsi que sur l'équilibre financier global de la Haute Ecole.

Art. 23. Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Gouvernement est habilité à rendre applicable le contrôle administratif et budgétaire visé aux articles 48 et 49 du décret du 20 décembre 2011 aux Hautes Ecoles en services administratifs à comptabilité autonome.

Art. 24. Conformément à l'article 10, §§ 1^{er} et 3, de la loi de dispositions générales, la Cour des comptes exerce son contrôle sur les Hautes Ecoles en services administratifs à comptabilité autonome.

Art. 25. Conformément à l'article 73 du décret du 20 décembre 2011, établi au plus tard pour le 15 mars de l'année qui suit l'année budgétaire, le compte annuel de chaque Haute Ecole en service administratif à comptabilité autonome est transmis dans la forme prévue par le présent arrêté au Ministre en charge de l'Enseignement supérieur selon les modalités prévues à l'article 16 et au Ministre du Budget qui est chargé de le soumettre à la Cour des comptes, au plus tard le 15 avril suivant. La Cour fait parvenir les comptes annuels accompagnés de ses observations au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant et en informe conjointement le Ministre du Budget.

Les comptes annuels des Hautes Ecoles en services administratifs à comptabilité autonome sont joints, dans une forme agrégée, au compte général et approuvés par une mention figurant dans le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, § 2, du décret du 20 décembre 2011.

Art. 26. La séquence des différentes imputations dans le budget et les comptes prévus par le présent arrêté est opérée dans le respect des dispositions prévues à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 20 décembre 2011.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires finales

Art. 27. Pour l'élaboration du 1^{er} bilan en fonction de la date retenue en vertu de l'article 31, les immobilisations seront valorisées comme suit :

1° les immobilisations en possession de la Haute Ecole au 31 décembre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur du présent arrêté dont question à l'article 31 continueront d'être amorties en fonction des règles ayant eu cours antérieurement en vertu de l'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des services à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat et de la circulaire du 20 mars 1967 n° 0335-1.01.16/402 relative à la comptabilité patrimoniale prise en vertu de cet arrêté;

2° les immobilisations acquises à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté dont question à l'article 31 seront amorties en fonction des règles reprises à l'article 6, § 1^{er}, 4^e, a);

Les immobilisations corporelles visées aux 1° et 2° seront mentionnées de façon distincte dans l'inventaire dont question à l'article 18. Les immobilisations visées au 2° seront en outre intégrées dans les bilans annexés au présent arrêté.

Art. 28. Aucune prestation au profit de tiers y compris la mise à la disposition de locaux ou services n'est permise sans l'autorisation de l'organe de gestion compétent de la Haute Ecole. Cet organe établit les règles suivant lesquelles ces prestations sont rétribuées.

Art. 29. L'arrêté royal du 29 décembre 1984 relatif à la gestion financière et matérielle des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de l'Etat ne s'applique dès lors plus aux Hautes Ecoles.

Art. 30. Les articles 10, alinéa 2, 11, § 1^{er}, b) et c), § 2 et § 3, 13 à 15, et 20, ainsi que les annexes 1 à 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française sont abrogés.

A l'article 19, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif au patrimoine des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, les mots « visés aux articles 14 et 15 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 3, § 2, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissements et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française ».

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur, au choix des autorités de la Haute Ecole, au plus tôt le 1^{er} janvier 2014 et au plus tard le 1^{er} janvier 2015.

Art. 32. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29247]

23 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opmaken en voorstellen van de begrotingen en rekeningen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikel 34*bis*, eerste lid en tweede lid;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 september 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 november 2013;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 54.788/2, gegeven op 8 januari 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en algemene regels

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1^o globale toelage : de globale jaarlijkse toelage in de zin van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

2^o jaar of boekjaar : begrotings- en boekhoudjaar;

3^o de Minister : de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

4^o wet van 29 mei 1959 : wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

5^o decreet van 5 augustus 1995 : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

6^o decreet van 9 september 1996 : het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen;

7^o wet van 16 mei 2003 of algemenebepalingenwet : wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

8^o decreet van 18 juli 2008 : decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs;

9^o decreet van 19 juli 2010 : het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs;

10^o decreet van 6 oktober 2011 : het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursustraggers;

11° decreet van 20 december 2011 : het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

12° de begroting en de rekeningen : de begroting en de rekeningen die worden opgemaakt volgens de bij dit besluit nader bepaalde regels en de modellen die bij dit besluit gevoegd zijn.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen die bij het decreet van 5 augustus 1995 bedoeld zijn.

Art. 3. § 1. De begroting van de hogescholen omvat de begroting in verband met de globale jaarlijkse toelage (afdeling I), de sociale raad (afdeling II) en het vermogen (afdeling III).

De rekeningen van de hogescholen omvatten de rekeningen in verband met de globale jaarlijkse toelage (afdeling I), de sociale raad (afdeling II) en het vermogen (afdeling III).

De begroting en de rekening van uitvoering van de begroting van de afdelingen I, II en III worden per burgerlijk jaar opgemaakt overeenkomstig de bijlage bij dit besluit.

De resultatenrekeningen per afdeling worden voorgesteld overeenkomstig artikel 1 bij dit besluit.

§ 2. De begroting en de rekeningen worden in drie afdelingen onderverdeeld :

1° afdeling I. Begroting en rekeningen in verband met de globale jaarlijkse toelage, die de in artikel 5, 1° bepaalde opbrengsten, en de lasten die erop worden aangerekend, omvatten;

2° afdeling II. Begroting en rekeningen in verband met de sociale raad, die de in artikel 5, 2° bepaalde opbrengsten, en de lasten die erop worden aangerekend, omvatten;

3° afdeling III. Begroting en rekeningen in verband met het vermogen, die de in artikel 5, 3° bepaalde opbrengsten, en de lasten die op die opbrengsten worden aangerekend en andere lasten die niet in de afdelingen I en II worden opgenomen, omvatten.

§ 3. De hogescholen zorgen ervoor dat hun begrotingen en rekeningen in de bij dit besluit vastgestelde vorm exhaustief worden opgemaakt en voorgesteld.

Ze voeren eveneens een analytische boekhouding waardoor de kosten worden vastgesteld in verband met :

- de woningen, restaurants en diensten aan studenten, wat afdeling II betreft;
- de verschillende vestigingen, waarbij het al dan niet voeren van een analytische boekhouding per vestiging wordt overgelaten aan de beoordeling van de autoriteiten van de hogeschool;
- de voortgezette opleidingen, de onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's, de programma's voor diensten aan de gemeenschap, en de onroerende verrichtingen, wat afdeling III betreft.

De begrotingen en rekeningen worden te allen tijde toegankelijk gemaakt voor de toezichtsorganen.

Art. 4. De Minister zal die boekhouding kunnen voorstellen met een informatica-instrument voor beheershulp dat de analyse van de resultatenrekeningen en de balansen kan uitvoeren.

HOOFDSTUK II. — *Resultatenrekeningen*

Art. 5. § 1. De exploitatieopbrengsten van het boekjaar bestaan uit :

1° voor de begroting en de rekeningen van afdeling I :

a) de globale jaarlijkse toelage, toegekend krachtens de artikelen 9 tot 21*bis* van het decreet van 9 september 1996, buiten de afgetrokken inschrijvingsrechten, waaronder het deel dat voor het personeel wordt bestemd, of « SHE », bedoeld in artikel 29 van hetzelfde decreet, en uit het aandeel dat voor de werking bestemd is;

b) de middelen die voor de bevordering van de slaagkansen worden bestemd, bestaande uit : het deel van de globale toelage in verband met de bevordering van de slaagkansen, toegekend krachtens het decreet van 18 juli 2008; de toelage voor de bevordering van de slaagkansen, toegekend krachtens artikel 21*quinquies* van het decreet van 9 september 1996, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008; de andere eventuele middelen die door de Franse Gemeenschap daartoe worden toegekend;

c) de middelen die worden toegekend ter bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs in de hogescholen, bestaande uit : de toelage voor de bevordering van de democratisering van de toegang tot het hoger onderwijs, toegekend krachtens artikel 21*quater* van het decreet van 9 september 1996, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2007 houdende aanvulling van het mechanisme van democratisering van de hogere studies buiten de universiteiten ingesteld door de decreten van 20 juli 2005 en 20 juli 2006; de aanvullende toelage, toegekend krachtens het decreet van 19 juli 2010; de andere eventuele middelen die daartoe door de Franse Gemeenschap worden toegekend;

d) de specifieke forfaitaire compensatie voor het vervangen in hun cursusopdracht van de promotoren van de projecten FIRST van het Waalse Gewest en SPIN OFF van het Brusselse Gewest, toegekend krachtens artikel 14, zevende lid, van het decreet van 9 september 1996;

e) elke eventuele andere opbrengst, toegekend voor de begroting en de rekeningen van de globale toelage;

f) de inschrijvingsrechten die van de globale toelage worden afgetrokken krachtens artikel 12, § 2*ter-bis*, van de wet van 29 mei 1959, de inschrijvingsrechten die worden geïnd krachtens artikel 12, § 2 van dezelfde wet, die niet van de globale toelage worden afgetrokken; de specifieke inschrijvingsrechten die van de globale toelage worden afgetrokken, bedoeld in de artikelen 58 tot 62 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs en in artikel 2, 3°, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van voornoemde wet; de op de werkelijke kosten geraamde kosten in verband met de goederen en diensten die aan studenten worden verleend, bedoeld in artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 en de andere eventuele ermee gepaard gaande opbrengsten. De inschrijvingsrechten en andere terugbetaalde ermee gepaard gaande opbrengsten zijn negatieve opbrengsten die op rekening 7302 worden aangerekend;

g) de andere eventuele opbrengsten : deze houden de opbrengsten in die in de punten 4° tot 5° worden bedoeld en die worden aangerekend op de rubriek « andere exploitatieopbrengsten », alsook de andere opbrengsten van het boekjaar dan deze die bedoeld zijn in de hierboven vermelde punten a) tot f), voortgebracht door de lasten aangerekend op de begroting en de rekeningen van de globale toelage, aangerekend op de rubriek « omzet »;

2° voor de begroting en de rekeningen van afdeling II :

a) de sociale subsidies, toegekend krachtens artikel 89 van het decreet van 5 augustus 1995, waaronder het deel van de sociale subsidies dat aan de studentenraad wordt toegekend krachtens artikel 75 van hetzelfde decreet; de aanvullende toelage, toegekend krachtens artikel 2 van het decreet van 6 oktober 2011, gestort op de lopende rekening bestemd voor de sociale subsidies; de andere eventuele middelen die door de Franse Gemeenschap op dezelfde lopende rekening worden toegekend;

b) de eventuele subsidies die door de Franse Gemeenschap specifiek worden toegekend ofwel voor de huisvesting, ofwel voor de restaurants, ofwel voor het sociale beleid ten gunste van de studenten alsook de andere eventuele middelen die door de Franse Gemeenschap voor dezelfde doeleinden worden toegekend;

c) elke andere eventuele overheidsopbrengst die voor de begroting en de sociale rekeningen worden toegekend;

d) de andere eventuele opbrengsten, waaronder inzonderheid de opbrengsten bedoeld in de punten 4° en 5°, aangerekend op de rubriek « andere exploitatieopbrengsten », alsook de andere eigen opbrengsten van de sociale dienst van het boekjaar dan deze die bedoeld zijn in de punten a) tot c), inzonderheid voortvloeiend uit de woningen, de restaurants en de studenten, met inbegrip van deze die in het kader van het mobiliteitsstelsel via het Erasmus-programma hun studies volgen, aangerekend op de rubriek « omzet »;

3° voor de begroting en de rekeningen van afdeling III :

a) de eigen opbrengsten en de overheidsopbrengsten die specifiek bestemd zijn voor de voortgezette opleidingen, dit is buiten het deel van de globale toelage die daartoe bestemd is krachtens artikel 3 van het decreet van 9 september 1996;

b) de eigen opbrengsten en de overheidsopbrengsten die specifiek bestemd zijn voor het toegepast onderzoek, dit is buiten het deel van de globale toelage die daartoe bestemd is krachtens artikel 3 van het decreet van 9 september 1996, alsook de eigen opbrengsten en de overheidsopbrengsten voor ontwikkeling;

c) de eigen opbrengsten en de overheidsopbrengsten die specifiek bestemd zijn voor de diensten aan de gemeenschap, dit is buiten het deel van de globale toelage die daartoe bestemd is krachtens artikel 3 van het decreet van 9 september 1996;

d) de eigen opbrengsten en overheidsopbrengsten uit onroerende verrichtingen;

e) de giften, schenkingen, legaten;

f) de inschrijvingsrechten die worden geïnd krachtens artikel 12, § 2 van de wet van 29 mei 1959, die niet van de globale toelage worden afgetrokken krachtens § 2ter-bis van hetzelfde artikel; de op de werkelijke kosten geraamde kosten in verband met de goederen en diensten die aan studenten worden geleverd, bedoeld in artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 en de andere eventuele ermee gepaard gaande opbrengsten, wanneer die elementen niet op afdeling I worden aangerekend en voor zover de regels die krachtens artikel 17, derde lid, worden meegedeeld, erin voorzien. De inschrijvingsrechten hebben betrekking op het boekjaar waarin ze worden geïnd. De inschrijvingsrechten en andere terugbetaalde ermee gepaard gaande opbrengsten zijn negatieve opbrengsten die op rekening 7302 worden aangerekend;

g) de andere opbrengsten die niet onder de afdelingen I en II^{es}sorteren;

4° voor de begroting en de rekeningen van de afdelingen I, II en III : de opbrengsten uit overboekingen uit andere begrotingen of rekeningen als tegenwaarde voor lasten die eventueel worden gedekt door de betrokken begroting of rekeningen die betrekking hebben op die andere begrotingen of rekeningen;

5° voor de begroting en de rekeningen van de afdelingen I, II en III : de opbrengsten uit andere instellingen, voortgebracht door de eventuele terugbetaling door andere instellingen van lasten die ontstaan zijn inzonderheid in het kader van overeenkomsten in verband met gemeenschappelijke programma's.

§ 2. De opbrengsten die door de Franse Gemeenschap worden toegekend op kredieten van de organisatieafdeling 55 van haar begroting, worden geboekt op grond van vastgestelde rechten, volgens criteria die deze bepalen krachtens artikel 2, 10°, van het decreet van 20 december 2011, rekening houdend met de bedragen die door de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek worden berekend krachtens de wettelijke bepalingen in verband daarmee, alsook de kredieten die daartoe op de begroting van de Franse Gemeenschap worden uitgetrokken en door haar aan de hogescholen meegedeeld. Die bedragen worden aangerekend op de rubriek D van de resultatenrekeningen. De eventuele regularisatie van die bedragen worden uitgevoerd via de regularisatierekeningen (in de balans : rekening 4140 aan de activa-kant en rekening 4910 aan de passiva-kant).

Art. 6. § 1. De exploitatiekosten bestaan uit :

1° voor de begroting en de rekeningen van afdeling I, de personeels-, werkings- en uitrustingskosten bepaald in artikel 3 van het decreet van 9 september 1996, de kosten voor de bevordering van de slaagkansen bepaald in de artikelen 1, 4 tot 8, 11 en 12, van het decreet van 18 juli 2008, de kosten voortvloeiend uit de organisatie van initiatieven gevoerd inzake bevordering van de slaagkansen waarvan sprake in artikel 21quinquies, eerste lid en vierde lid, van het decreet van 9 september 1996, de kosten aangerekend op de steun voor de democratisering van de toegang in hogescholen waarvan sprake in artikel 21quater, § 1, eerste lid, en § 4, 3° van het decreet van 9 september 1996, de kosten aangerekend op de aanvullende toelage die krachtens het decreet van 19 juli 2010 wordt toegekend, de kosten die op de specifieke forfaitaire compensatie worden aangerekend voor het vervangen in hun cursusopdracht van de promotoren van de projecten FIRST van het Waalse Gewest en SPIN OFF van het Brusselse Gewest, toegekend krachtens artikel 14, zevende lid, van het decreet van 9 september 1996, en de kosten aangerekend op de andere eventuele opbrengsten van de begroting en de rekeningen van de globale toelage, met onderscheiding, wat de personeelskosten betreft, tussen :

a) de kosten in verband met de bezoldigingen en sociale lasten van het onderwijzend personeel, het administratief personeel en ander personeel, op de globale toelage aangerekend tegen de gewogen bruto gemiddelde kosten, bepaald krachtens artikel 29, vijfde lid, van het decreet van 9 september 1996, dit is het persoonlijk aandeel van de globale toelage, of « SHE », zoals bepaald in artikel 29, tweede lid, van hetzelfde decreet;

b) de kosten in verband met de bezoldigingen en sociale lasten van het onderwijzend personeel, het administratief personeel en werkliedenpersoneel en ander personeel, tegen de werkelijke kosten aangerekend op de globale toelage en op de andere opbrengsten van afdeling I;

2° voor de begroting en de rekeningen van afdeling II, de kosten bepaald in artikel 90 van het decreet van 5 augustus 1995, de kosten bepaald in artikel 23, vierde lid tot twaalfde lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 oktober 2011, en de kosten aangerekend op de andere eventuele opbrengsten van de begroting en de sociale rekeningen met de kosten betreffende de bezoldigingen en sociale lasten van het personeel alsook betreffende de werking en de uitrusting van de installaties en sociale diensten voor studenten, voorgesteld voor elke bestemming wat de personeelskosten betreft wanneer dit personeel wordt aangewezen voor de woningen of de restaurants of de studenten via, inzonderheid, de diensten voor hulpverlening en oriëntatie, of voor andere doelstellingen in de sociale sector;

3° voor de begroting en de rekeningen van afdeling III :

de kosten in verband met de bezoldigingen en de sociale lasten van het onderwijzend personeel en het meester-, vak- en dienstpenseel, en ander personeel, alsook de niet afschrijfbaar werkings- en uitrustingskosten die niet onder de andere afdelingen ressorteren, voorgesteld voor elke bestemming naargelang die kosten bestemd worden voor de voortgezette opleidingen, de onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's, de programma's voor diensten aan de gemeenschap, de onroerende verrichtingen of andere doelstellingen van het vermogen;

4° voor de begroting en de rekeningen van de afdelingen I, II en III :

a) in rubriek D, de afschrijvingen en de waardeverminderingen op de immateriële en materiële vaste activa.

Onverminderd de bepalingen die daartoe worden goedgekeurd in het kader van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden op de immateriële vaste activa en de materiële vaste activa (gebouwen, installaties, machines en gereedschappen, meubilair en materieel) met een beperkte gebruiksduur lineaire afschrijvingen verricht op grond van hun mogelijke gebruiksduur of van hun mogelijke nuttigheidsduur, volgens de volgende normale percentages :

- onroerende goederen door incorporatie : 5 %;
- installaties, machines, gereedschap : 20 %;
- meubilair en materieel : 10 %;
- rollend materieel : 20 %;
- informaticamaterieel : 33 %;
- software : 33 %;
- audiovisuele middelen, multimedia : 20 %;
- gebouwen : 2 %;
- inrichtingen : 5 %.

De afschrijving begint gedurende het boekjaar waarin de kosten betreffende de vaste activa worden geboekt.

Een afschrijving moet worden verricht op :

- de onroerende goederen door incorporatie, de gebouwen en inrichtingen bedoeld in het tweede lid;
- de installaties, machines, gereedschap, meubilair en materieel, rollend materieel, informaticamaterieel en software bedoeld in het tweede lid, die meer dan 250 euro kosten;
- de immateriële en materiële vaste activa waarvan de levensduur niet beperkt is, waarop een waardevermindering alleen bij duurzame waardedalingen wordt toegepast;

b) in rubriek E, de waardeverminderingen en terugnemingen van waardeverminderingen op vorderingen, voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen.

De terugnemingen worden van de exploitatiekosten afgetrokken;

c) in rubriek F, de provisies voor risico's en lasten.

De voorafnemingen op provisies die tijdens voorafgaande boekjaren werden aangelegd, worden als aanwendungen aangerekend.

De provisies met betrekking tot vroegere dienstjaren worden teruggenomen, als ze doelloos zijn geworden.

De aanwendungen en terugnemingen worden van de exploitatiekosten afgetrokken;

in rubriek G :

- rekening 6441 : de overboekingen van middelen tussen de bovenvermelde afdelingen en de overboekingslasten die overboekingen zijn van opbrengsten van de betrokken begroting of rekeningen naar andere begrotingen of rekeningen als tegenprestatie voor lasten die eventueel door die andere begrotingen of rekeningen worden gedekt en die betrekking hebben op de betrokken begroting of rekeningen.

Voor de begroting en de rekeningen betreffende de globale jaarlijkse toelage, worden de bovenvermelde overboekingen beperkt tot het dekken van lasten die eventueel worden gedragen door de andere begrotingen of rekeningen die beantwoorden aan de definitie bedoeld in artikel 3 van het decreet van 9 september 1996 en die in overeenstemming zijn met de wetten, decreten, besluiten en verordeningen die op de hogescholen toepasselijk zijn.

De totalen van de opbrengsten en lasten voortvloeiend uit de overboeking van de verschillende begrotingen en rekeningen moeten globaal in overeenstemming zijn;

- rekening 645 : de lasten voortvloeiend uit de eventuele terugbetalingen aan andere instellingen van opbrengsten die, inzonderheid voor de afdelingen I en III, worden voortgebracht in het kader van overeenkomsten betreffende samen georganiseerde opleidingsprogramma's.

§ 2. De vastleggingen op het einde van het boekjaar worden geboekt via de regularisatierekeningen (balans : rekening 4920 aan de activakant en rekening 4440 aan de passivakant).

Art. 7. § 1. Voor elke afdeling van de begroting en de rekeningen, bestaat het resultaat uit :

1° het exploitatieresultaat van het boekjaar, bestaande in het verschil tussen de opbrengsten en de kosten bedoeld in de artikelen 5 en 6;

2° het resultaat van het lopende dienstjaar, na de financiële opbrengsten en lasten, namelijk :

a) na de financiële opbrengsten die worden voortgebracht door de opbrengsten van de betrokken begroting of rekeningen;

b) na de financiële lasten die worden voortgebracht door de huurfinancieringsovereenkomsten of soortgelijke overeenkomsten betreffende materiële vaste activa en na de dotaties aan de waardeverminderingen en de terugnemingen van waardeverminderingen op andere vorderingen dan de handelsvorderingen, de thesauriebeleggingen en de beschikbare waarden.

De terugnemingen van waardeverminderingen worden van de financiële lasten afgetrokken.

3° het resultaat van het boekjaar na uitzonderlijke opbrengsten en lasten, namelijk :

a) de terugnemingen van afschrijvingen en waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa, de terugnemingen van waardeverminderingen op financiële vaste activa (deelnemingen, aandelen);

b) de uitzonderlijke dotaties voor de afschrijvingen en de waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa, de dotaties voor de waardeverminderingen op de financiële vaste activa.

§ 2. voor elke afdeling van de begroting en de rekeningen, omvat de bestemming van het resultaat :

1° het te bestemmen resultaat, rekening houdend met :

a) het resultaat van het boekjaar. Dat resultaat stemt overeen met het resultaat na de uitzonderlijke opbrengsten en lasten bedoeld in § 1, 3°;

b) het resultaat dat wordt overgedragen naar het einde van het voorafgaande boekjaar, en dat :

- ofwel wordt geëvalueerd op het einde van het voorafgaande boekjaar voor het opmaken van de begroting;

- ofwel beschikbaar is op het einde van het voorafgaande boekjaar voor het opmaken van de rekeningen;

2° de opnemingen uit eigen middelen, verricht op grond van een beslissing van de raad van bestuur.

3° de bestemmingen voor de eigen middelen, verricht op grond van een beslissing van de raad van bestuur.

De saldi van de niet aangewende bedragen worden in het resultaat van het boekjaar opgenomen.

HOOFDSTUK III. — *Balans*

Art. 8. De jaarrekeningen omvatten een balans voor elke afdeling betreffende de tegoeden, rechten en vastleggingen, opgemaakt met verwijzing naar de minimumindeling van het rekeningenstelsel, waarvan de modellen respectief in de bijlagen 1 tot 4 van dit besluit gevoegd zijn.

De balans voor elke afdeling wordt opgemaakt na verdeling, dit is rekening houdend met de beslissingen tot bestemming van het saldo van de resultatenrekening van het boekjaar, van het overgedragen saldo en eventueel van de opnemingen en andere bestemmingen op eigen middelen.

De balans van afdeling I omvat aan de passiva-kant, in de rubriek IV A. – Reservefonds « werking » (buiten « SHE »)-, het op 31 december 2013 beschikbare bedrag. Wat de gewone verrichtingen betreft, wordt dat reservefonds « werking », in verhouding tot minstens 20 procent bestemd totdat de geldmiddelen 10 procent van het gemiddelde van de gewone uitgaven van de drie voorafgaande begrotingsjaren bereiken. De middelen van dat fonds kunnen worden aangewend met de toestemming van de minister of diens afgevaardigde volgens praktische regels die door een omzendbrief vast te stellen zijn.

De minimumindeling van het rekeningenstelsel waarvan sprake in het eerste lid is eveneens toepasselijk op de resultatenrekeningen.

HOOFDSTUK IV. — *Uitvoering van de begroting en thesaurietoestand*

Art. 9. Bij de begrotingen en rekeningen wordt een samenvattende tabel gevoegd, met als opschrift « Uitvoering van de begroting en thesaurietoestand », voor elke afdeling opgemaakt volgens het als bijlage 1 opgenomen schema.

Deze vermeldt :

1° de uitvoering van de begroting die voor de begroting en de uitvoering ervan op vergelijkende wijze de volgende gegevens voorstelt : de ontvangsten als vastgestelde rechten, wanneer ze voldoen aan de criteria van artikel 2, 10°, van het decreet van 20 december 2011, en, bij ontstentenis daarvan, tegen contant, alsook gerealiseerd; de vastleggingen en de vereffeningen;

2° de toestand van de thesaurie, met de overdracht van de thesauriemiddelen van het voorafgaande jaar, de ontvangsten en de uitgaven van het jaar, de schuldvorderingen en de schulden na 31 december van het jaar, de netto-overdracht van het jaar.

Art. 10. Reeds vanaf de eerste toepassing van dit besluit, worden twee omrekeningstabellen opgemaakt :

1° de eerste, tussen de minimumindeling van het rekeningenstelsel bedoeld in artikel 8 en het rekeningenstelsel dat thans door de Hogescholen van de Franse Gemeenschap wordt gebruikt met verwijzing naar de software Create;

2° de tweede, tussen dezelfde minimumindeling van het rekeningenstelsel en de economische classificatie SEC 95. Die tabel wordt opgemaakt met de Cel voor financiële informatie, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2006.

Die omrekeningstabellen worden, via omzendingen, door de algemene directie bevoegd voor het hoger onderwijs, de eerste maand van het boekjaar waarin dit besluit voor de eerste keer wordt toegepast, meegedeeld.

Ze worden elk jaar door de hogescholen gebruikt :

1° de eerste, om de omrekening mogelijk te maken van de gegevens voortvloeiend uit de dubbele boekhouding (opbrengsten, lasten, actief, passief) tot een thesaurieboekhouding (ontvangsten, uitgaven) in de vorm van de tabel die krachtens artikel 9 vast te stellen is;

2° de tweede, om, behoorlijk ingevuld, te worden gevoegd bij de rekeningen van de hogeschool die krachtens artikel 16 over te zenden zijn.

HOOFDSTUK V. — *Verskillende bepalingen die op de begroting en de rekeningen toepasselijk zijn*

Art. 11. De begroting en de rekeningen worden samen met een syntheseverslag voorgelegd, dat door de autoriteiten van de hogeschool wordt opgemaakt. Dat verslag vermeldt :

1° de factoren die de opbrengsten en kosten bepalen;

2° de factoren die de evolutie van de opbrengsten en kosten bepalen, ten opzichte van :

de begroting van het voorafgaande jaar, als het gaat om het verslag over de begroting;

de begroting van het jaar en de rekeningen van het voorafgaande boekjaar, als het gaat om het verslag over de rekeningen.

3° de voornaamste opties die door de raad van bestuur van de hogeschool worden goedgekeurd, voor het betrokken boekjaar;

4° de redenen van de overboekingen uit of naar de verschillende begrotingen en rekeningen en de aanrekeningen van opbrengsten en kosten uit of naar andere instellingen, waarvan sprake in artikel 5, § 1, 4° en 5°, en in artikel 6, § 1, 4° d);

5° de verrichtingen uitgevoerd krachtens de artikelen 6 en 7, wat de afschrijvingen, de waardeverminderingen, de voorzieningen en reserves betreft, en wat de herwaarderingsmeerwaarden betreft;

6° de financiële toestand.

Art. 12. De begrotingen van de afdelingen I tot III bedoeld in artikel 3, § 1 en § 2, worden aangevuld met een informatie over de personeelsformatie, de rekeningen van dezelfde afdelingen, door een informatie over de personeelssterkte, voorgedragen overeenkomstig het model van bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 13. De goedkeuring door de raad van bestuur van de begroting en de rekeningen van afdeling I, waarbij de begrotingen en de rekeningen van de afdelingen II en III worden gevoegd, brengt de goedkeuring van de overboekingen en van de opbrengsten en kosten bedoeld in artikel 5, § 1, 4° en 5°, en in artikel 6, § 1, 4° d) met zich mede.

Art. 14. De verhogingen of verminderingen van opbrengsten en kosten die in de begroting worden ingeschreven, worden aangepast.

Die gegevens worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Commissaris van de Regering die voor de hogeschool wordt aangewezen krachtens artikel 36 van het decreet van 9 september 1996.

Als geen advies binnen de maand van hun voorlegging wordt uitgebracht, worden ze als goedgekeurd geacht.

Art. 15. De hogescholen richten regelmatig en minstens driemaandelijks aan hun autoriteiten een staat van de uitvoering van hun begrotingsvooruitzichten, met een afschrift aan de Commissaris van de Regering.

Art. 16. Binnen de maand volgend op de goedkeuring van de begroting en de rekeningen van de hogeschool door de raad van bestuur van de hogeschool, waarbij deze uiterlijk binnen de maand van de verzendingsdatums voortvloeiend uit het tijdsschema en de termijn waarvan sprake in het tweede lid en het derde lid moet plaatsvinden, worden ze aan de minister overgezonden door toedoen van de Commissaris van de Regering die voor de hogeschool wordt aangewezen krachtens artikel 36 van het decreet van 9 september 1996 en de administratie bevoegd voor het hoger onderwijs, de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

De verzendingen van de begroting en de aanpassing bedoeld in de artikelen 13 en 14 worden uitgevoerd met inachtneming van het tijdsschema bepaald in artikel 68, 2°, van het decreet van 20 december 2011.

De verzending van de rekeningen wordt uitgevoerd met inachtneming van de termijn bepaald in artikel 25.

De begroting en de rekeningen worden samen met opmerkingen van de Commissaris van de Regering voorgelegd met inachtneming van de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2000 betreffende de toezichtstaken van de Regeringscommissarissen van de Franse Gemeenschap op de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook, in voorkomend geval, met het verslag van de revisor.

De begroting wordt, binnen de twee maanden na de ontvangst ervan, goedgekeurd door de minister bevoegd voor het universitair onderwijs, als ze inzonderheid het financiële evenwicht bedoeld in hoofdstuk VI verwezenlijkt. Na die termijn, wordt ze als goedgekeurd geacht. Die begroting stelt een vooruitzicht en een machtiging voor.

Art. 17. Alle hogescholen die als een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie worden georganiseerd, bepalen in onderlinge overeenstemming, met de ondersteuning van de algemene directie niet verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, een voorstel tot regels die, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit, het opmaken van de resultatenrekeningen en van de balans en regelen, inzonderheid betreffende de ramingen van de bestanddelen van de balans, het opmaken en aanpassen van afschrijvingen, de waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten alsook de herwaarderingsmeerwaarden.

Dat voorstel wordt aan de Minister meegedeeld via het college van regeringscommissarissen ingesteld krachtens artikel 44bis van het decreet van 9 september 1996.

De in aanmerking genomen bestanddelen worden bij ministeriële omzendbrief aan de betrokken hogescholen meegedeeld.

Art. 18. De hogescholen houden een globale inventaris van het geheel van de materiële vaste activa, met inbegrip van deze waarop geen afschrijvingen worden verricht. De waardering van de bestanddelen van die inventaris neemt de bepalingen van artikel 27 in acht. De inventaris maakt een onderscheid tussen de vaste activa, naargelang ze ofwel bij 1° ofwel bij 2° van dat artikel bedoeld zijn.

Elk jaar delen de hogescholen aan de minister, door toedoen van de in artikel 16 bedoelde regeringscommissaris, ter staving van de rekeningen, de samenvattende tabel van die inventaris met de wijzigingen die eraan werden aangebracht gedurende het afgelopen boekjaar, in de vorm bepaald bij bijlage 2 van dit besluit. De volledige tabel van de inventaris bepaald in dezelfde bijlage bij dit besluit wordt binnen de hogeschool bewaard.

Art. 19. De rekenplichtige wordt door de minister benoemd op de voordracht van de raad van bestuur van de hogeschool. Als de hierboven bedoelde rekenplichtige wordt veranderd, moet de op te maken teruggave-terugneming-rekening een proces-verbaal met de kastoestand omvatten dat de staat van de vastleggingen, de staat van de thesaurie en een inventaris vermeldt, overeenkomstig bijlage 5 bij dit besluit.

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen die toepasselijk zijn op de hogescholen
als administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie*

Art. 20. Overeenkomstig artikel 68 van het decreet van 20 december 2011, valt elke hogeschool die als een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt opgericht onder de volgende regels :

1° het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december e.k.;

2° de jaarbegroting wordt opgemaakt op grond van de bepalingen van dit besluit. Ze wordt aan de bevoegde autoriteiten meegedeeld overeenkomstig de in artikel 16 nader bepaalde regels. Ze omvat het geheel van de ontvangsten en uitgaven op dezelfde wijze als wat voor de Franse Gemeenschap wordt bepaald in artikel 4 van de algemenebepalingenwet buiten de afwijking die daar in het laatste lid wordt bepaald. Die ontvangsten en uitgaven worden onderverdeeld in rubrieken, met verwijzing naar de minimumindeling van het rekeningenstelsel die als bijlage bij dit besluit wordt vermeld, volgens de economische classificatie in SEC-code op grond van de omrekeningstabel bepaald krachtens artikel 10, 2°, van dit besluit;

3° de ontvangsten omvatten deze die uit de begroting van de Franse Gemeenschap komen en de andere die in dit besluit vermeld zijn, als vastgestelde rechten aangerekend, wanneer ze beantwoorden aan de criteria van artikel 2, 10°, van het decreet van 20 december 2011, of bij ontstentenis daarvan, contant;

4° de uitgavenkredieten zijn limitatief, maar kunnen over de rubrieken van de begroting worden herverdeeld onder voorbehoud van de goedkeuring door de regeringscommissaris bedoeld in artikel 16 en de bevestiging van de aldus goedgekeurde herverdelingen in de in artikel 14 bedoelde aanpassing. De vereffeningskredieten kunnen echter niet limitatief zijn ten opzichte van de ontvangsten bedoeld in 3° voor de werkingsuitgaven in verband met het activiteitsvolume dat andere of eigen uitgaven kan voortbrengen, en dit, in overeenstemming met de bedragen die daartoe worden ingeschreven in de in artikel 16 bedoelde begroting. De vereffeningskredieten hebben betrekking op de bedragen die verschuldigd zijn uit hoofde van verbintenissen die ontstaan zijn gedurende het betrokken begrotingsjaar en van verbintenissen die uit vroegere begrotingsjaren werden overgedragen;

5° de vereffeningskredieten moeten in ieder geval worden beperkt tot de middelen die bestaan uit de ontvangsten bedoeld in 3°, de andere en eigen ontvangsten alsook het bedrag van de balansreserve of het saldo dat vrij van begrotingsmachtiging is, na aftrek van het bedrag dat noodzakelijk is voor het dekken van het encours van de vastleggingen die uit vroegere begrotingsjaren worden overgedragen;

6° de uitbetalingen kunnen niet hoger zijn dan de beschikbare geldmiddelen;

7° de interne verrichtingen voor regularisatie tussen begrotingsjaren worden bepaald en aangerekend op de begroting;

8° op het einde van het begrotingsjaar worden de vastleggingskredieten en het deel van de vereffeningskredieten waarop de verrichtingen bedoeld in 7° geen betrekking hebben, van ambtswege geannuleerd;

9° de ambten van ontvanger en thesaurier alsook van financieel beheerder van de hogeschool die worden aangeworven ofwel krachtens artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2000, in een uitdovingsformatie sedert de opheffing ervan bij het decreet van 20 juni 2008, ofwel krachtens het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, zijn met elkaar verenigbaar maar onverenigbaar met die van ordonnateur;

10° wanneer de ordonnateur zijn ambt neerlegt, deelt hij op volledige wijze en in reële tijd de boekhoudkundige en begrotingsgegevens van de dienst aan zijn opvolger;

11° overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1 en 3 van de algemenebepalingenwet, moeten de ontvangers en thesauriers rekenschap geven aan het Rekenhof, in de hoedanigheid van rekenplichtigen in de zin van die wet;

12° de geldmiddelen die op het einde van het boekjaar beschikbaar zijn, kunnen reeds vanaf het begin van het volgende jaar worden aangewend;

13° er moet een materiële inventaris van de onroerende en roerende goederen waaruit het vermogen bestaat, worden opgemaakt, volgens de bepalingen van de artikelen 18 en 27 van dit besluit;

14° de jaarrekening, die op 31 december van elk jaar wordt vastgesteld, bestaat uit ten minste de resultatenrekening, de balans en de rekening van uitvoering van de begroting, alsook de kastoestand, per afdeling opgemaakt nadat ze in overeenstemming werden gebracht met de materiële inventaris.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 69 van het decreet van 20 december 2011, wordt de jaarlijkse ontvangsten- en uitgavenbegroting van elke hogeschool die een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie is, ingevoegd in een bijlage bij de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. In de bepalingen van die begroting wordt, voor goedkeuring door het Parlement, melding gemaakt van het totaal van de ontvangsten en het totaal van de uitgaven van de betrokken administratieve diensten.

Als de in het eerste lid bedoelde begroting niet op 1 januari van het begrotingsjaar wordt goedgekeurd, kunnen de diensten, door middel van voorlopige twaalfden, de kredieten aanwenden die bepaald zijn in hun ontwerp van begroting, waarbij die 12den niet hoger kunnen zijn dan één twaalfde van het krediet dat wordt ingeschreven in de betrokken rubriek van de in het voorafgaande jaar goedgekeurde begroting. Die voorlopige toepassingen zijn echter uitgesloten voor de kredieten die bestemd zijn voor uitgaven die aan een nieuw principe beantwoorden en niet vooraf werden goedgekeurd. De jaarbegroting van de diensten wordt, in voorkomend geval, gedurende het begrotingsjaar aangepast, rekening houdend met de aangepaste begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 22. Overeenkomstig artikel 70 van het decreet van 20 december 2011, onverminderd de reeds bestaande bepalingen inzake controle, stelt elke hogeschool die een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie is, een interne controle in, waarvan de doelstellingen deze zijn die bedoeld zijn in artikel 46 van het decreet van 20 december 2011 en waarvan de evaluatie kan worden geauditeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 47 van hetzelfde decreet. Die interne controle, die onder de verantwoordelijkheid van het directiecollege staat, heeft onder meer betrekking op de uitvoering van de vastleggingen, de ordonnanceringen en vereffeningen betreffende de begroting, alsook op het globale financiële evenwicht van de hogeschool.

Art. 23. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt de Regering ertoe gemachtigd de administratieve- en begrotingscontrole bedoeld in de artikelen 48 en 49 van het decreet van 20 december 2011 toepasselijk te maken op de hogescholen die administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie zijn.

Art. 24. Overeenkomstig artikel 10, §§ 1 en 3, van de algemenebepalingenwet, oefent het Rekenhof zijn toezicht uit op de hogescholen die administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie zijn.

Art. 25. Overeenkomstig artikel 73 van het decreet van 20 december 2011, wordt de jaarrekening van elke hogeschool die een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie is, die uiterlijk voor 15 maart van het jaar volgend op het begrotingsjaar wordt opgemaakt, in de bij dit besluit bepaalde vorm overgezonden aan de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs, volgens de in artikel 16 nader bepaalde regels, en aan de Minister van Begroting, die ermee wordt belast deze aan het Rekenhof uiterlijk op 15 april e.k. voor te leggen. Het Hof deelt de jaarrekeningen, samen met zijn opmerkingen, aan het Parlement uiterlijk op het einde van de maand juni e.k. mee, en brengt er tevens de Minister van Begroting op de hoogte van.

De jaarrekeningen van de hogescholen die administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie zijn, worden, in een samengevoegde vorm, aan de algemene rekening gevoegd, en goedgekeurd door een vermelding die voorkomt in het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening bedoeld in artikel 44, § 2, van het decreet van 20 december 2011.

Art. 26. De verschillende aanrekeningen in de begroting en de rekeningen bepaald bij dit besluit worden verricht met inachtneming van de bepalingen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 27. Voor het opmaken van de eerste balans op grond van de datum die krachtens artikel 31 wordt gekozen, worden de vaste activa in aanmerking genomen als volgt :

1° de vaste activa, waarvan sprake in artikel 31, die de hogeschool bezit op 31 december van het jaar voorafgaand aan dat van de inwerkingtreding van dit besluit, worden verder afgeschreven volgens de regels die vroeger golden krachtens het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs en de omzendbrief van 20 maart 1967 nr. 0335-1.01.16/402 betreffende de vermogenscomptabiliteit, die krachtens dat besluit werd genomen;

2° de vaste activa, waarvan sprake in artikel 31, die werden gekregen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, worden afgeschreven volgens de regels vermeld in artikel 6, § 1, 4°, a).

De materiële vaste activa bedoeld in 1° en 2° worden afzonderlijk vermeld in de inventaris waarvan sprake in artikel 18. De vaste activa bedoeld in 2° worden bovendien geboekt in de bij dit besluit gevoegde balansen.

Art. 28. Geen prestatie ten voordele van derden, met inbegrip van de terbeschikkingstelling van lokalen of diensten is toegelaten zonder de toestemming van het bevoegde beheersorgaan van de hogeschool. Dat orgaan stelt de regels vast volgens welke die prestaties worden bezoldigd.

Art. 29. Het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs is bijgevolg niet meer van toepassing op de hogescholen.

Art. 30. De artikelen 10, tweede lid, 11, § 1, b) en c), § 2 en § 3, 13 tot 15, en 20, alsook de bijlagen 1 tot 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden opgeheven.

In artikel 19, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het patrimonium van de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « bedoeld in de artikelen 14 en 15 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 3, § 2, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2014 tot vaststelling van de regels voor het opmaken en voorstellen van de begrotingen en rekeningen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen ».

Art. 31. Dit besluit treedt in werking, naar keuze van de autoriteiten van de hogescholen, ten vroegste op 1 januari 2014 en uiterlijk op 1 januari 2015.

Art. 32. De minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

Annexe 1^{re}

Année :

SECTION 1. ALLOCATION ANNUELLE GLOBALE
EXECUTION DU BUDGET & SITUATION DE LA TRESORERIE & (en Euros)

(*)1

	Budget		Comptes (X)		N° de compte du PCMN
	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé	
I. SECTION 1					
1.) REPORT DE TRESORERIE N-1					
1.1.) Report					
1.2.) Fonds de réserve "fonctionnement"					
2.) RECETTES					
2.1.) Recettes liées à l'enseignement					
2.1.1.) Communauté française					
2.1.2.) Autres organismes publics					
2.1.3.) Droits d'inscription et autres recettes liées					
2.2.) Autres recettes					
2.3.) Compte d'attente					
2.4.) Produits financiers					
2.5.) Prélèvement Fonds de réserve "fonctionnement"					
2.6.) Total recettes					
3.) DEPENSES					
3.1.) Approvisionnements et fournitures					
3.2.) Services et biens divers					
3.3.) Rémunérations, charges sociales et pensions					
3.4.) Investissements					
3.5.) Autres charges d'exploitation					
3.6.) Compte d'attente					
3.7.) Charges financières					
3.8.) Affectation Fonds de réserve "fonctionnement"					
3.9.) Total dépenses					

(X) Origine des montants
Rubrique du bilan
compte de résultat

Actif VIII et IX	
Passif IV A	
I D	
Cptes 493 (D1) et 73 (autres recettes liées)	
I A,C,E	
Cpte 49	
IV	
Prélèvement B	
II A	
II B	
II C	
Valeur acquisition	
II G	
Cpte 49	
V	
Affectation B	

Paraphe du Comptable
Paraphe de l'Ordonnateur

	Budget	Comptes
4.) REPORT DE TRESORERIE 31/12/N (1 + 2 - 3)		
5.) CREANCES AU-DELA 31/12/N		(*8)
6.) DETTES AU-DELA 31/12/N		(*9)
7.) REPORT BUDGETAIRE NET N (4 + 5 - 6)		
7.1.) Report (1.1. + 2.1. à 2.4. - 3.1. à 3.7.)		
7.2.) Fonds de réserve "fondionnement" (1.2. - 2.5. + 3.8.)		(*2)

Actif VIII et IX
Actif V et VII dont II E
Passif VIII et IX

- (*1) à établir au 31/12/N et au 31/12/N+1
- (*2) art. 14, § 1er, 2, AR 29/12/1984; hors autres réserves
- (*3) "Droits constatés et recettes au comptant " : recettes imputées en droits constatés lorsqu'elles répondent aux critères les définissant repris à l'article 2, 10°, du décret du 20 décembre 2011 et au comptant dans les autres cas
- (*4) hors variation de stock
- (*5) ex tiers
- (*6) relatives au personnel au coût réel payé par la Haute Ecole
- (*7) en valeur d'acquisition
- (*8) source : également "échéancier clients"
- (*9) source : également "échéancier fournisseurs"

Le Comptable : _____ L'Ordonnateur : _____

Signature Prénom et NOM Signature Prénom et NOM

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014. Le Ministre-Président, R. DEMOTTE
 Le Ministre de l'Enseignement supérieur, J.-Cl. MARCOURT

Cfr.
Sect.1
(*1)

SECTION 2. CONSEIL SOCIAL
EXECUTION DU BUDGET & SITUATION DE LA TRESORERIE & (en Euros)

I. SECTION 2	Budget		Comptes	
	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé
1.) REPORT DE TRESORERIE N-1				
2.) RECETTES				
2.1.) Recettes liées au social				
2.1.1.) Communauté française				
2.1.2.) Autres organismes publics				
2.2.) Autres recettes				
2.2.1.) Recettes logements				
2.2.2.) Recettes restaurants				
2.2.3.) Recettes étudiants				
2.2.4.) Autres				(*4)
2.3.) Compte d'attente				(*5)
2.4.) Produits financiers				
2.5.) Total recettes				
3.) DEPENSES				
	Engagements	Liquidations	Engagements	Liquidations
3.1.) Approvisionnements et fournitures				
3.2.) Services et biens divers				
3.3.) Rémunérations, charges sociales et pensions				(*6)
3.4.) Investissements				(*7)
3.5.) Autres charges d'exploitation				
3.5.1.) Aides aux étudiants				
3.5.2.) Autres				
3.6.) Compte d'attente				(*5)
3.7.) Charges financières				
3.8.) Total dépenses				
4.) REPORT DE TRESORERIE 31/12/N (1 + 2 - 3)				
5.) CREANCES AU-DELA 31/12/N				(*8)
6.) DETTES AU-DELA 31/12/N				(*9)
7.) REPORT BUDGETAIRE NET N (4 + 5 - 6)				

Le Comptable :

L'Ordonnateur :

Signature
Prénom et NOMSignature
Prénom et NOM

Vu pour être annexé à l'arrêté de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTELe Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

Année :

Cfr.

Sect.1

(*1)

SECTION 3. PATRIMOINE**EXECUTION DU BUDGET & SITUATION DE LA TRESORERIE & (en Euros)**

I. SECTION 3	Budget		Comptes	
	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé	Droits constatés et recettes au comptant	Réalisé
1.) REPORT DE TRESORERIE N-1		.....		.....
2.) RECETTES				
2.1.) Recettes liées au patrimoine	.....	.....	.....	.....
2.1.1.) Communauté française	.....	.....	.....	.....
2.1.2.) Autres organismes publics	.....	.....	.....	.....
2.1.3.) Droits d'inscription et autres recettes liées	.....	.....	.....	.....
2.2.) Autres recettes	.....	.....	.....	.....
2.2.1.) Recettes de programmes de formations continuées	.....	.....	.....	.....
2.2.2.) Recettes de programmes de recherche et développement	.....	.....	.....	.....
2.2.3.) Recettes de de programmes de services à la collectivité	.....	.....	.....	.....
2.2.4.) Recettes d'opérations immobilières	.....	.....	.....	.....
2.2.5.) Dons, libéralités et legs	.....	.....	.....	.....
2.2.6.) Autres	.....	.....	.....	.....
2.3.) Compte d'attente	.....	.....	.....	.....
2.4.) Produits financiers	.....	.....	.....	.....
2.5.) Total recettes	.....	.....	.....	.....
3.) DEPENSES				
	Engagements	Liquidations	Engagements	Liquidations
3.1.) Approvisionnements et fournitures	.....	.....	.....	.....
3.2.) Services et biens divers	.....	.....	.....	.....
3.3.) Rémunérations, charges sociales et pensions	.....	.....	.....	.....
3.4.) Investissements	.....	.....	.....	.....
3.5.) Autres charges d'exploitation	.....	.....	.....	.....
3.6.) Compte d'attente	.....	.....	.....	.....
3.7.) Charges financières	.....	.....	.....	.....
3.8.) Total dépenses	.....	.....	.....	.....
4.) REPORT DE TRESORERIE 31/12/N (1 + 2 - 3)		.....		.....
5.) CREANCES AU-DELA 31/12/N				.....
6.) DETTES AU-DELA 31/12/N				.....
7.) REPORT BUDGETAIRE NET N (4 + 5 - 6)				.....

Le Comptable :

L'Ordonnateur :

Signature
Prénom et NOMSignature
Prénom et NOM

Vu pour être annexé à l'arrêté de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTELe Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE 1 : COMPTES DE RESULTAT ET BILANS PAR SECTION

SECTION I : Budget/ Compte de résultat - allocation annuelle globale		
	N° cptes PCMN	
I. Ventes et prestations	70/74	€ 0,00
A Chiffre d'affaires	70	€ 0,00
B Variations de stocks ...	71	€ 0,00
C Production immobilisée	72	€ 0,00
D Produits liés à l'enseignement	73	€ 0,00
<u>Produits Ministère Communauté française (MCF)</u>	7300	€ 0,00
Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits)	73000	€ 0,00
AG Part personnel	73000000	€ 0,00
AG Part fonctionnement	73000100	€ 0,00
Promotion réussite	73001	€ 0,00
Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)	73001000	€ 0,00
Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996)	73001100	€ 0,00
Autres	73001200	€ 0,00
Démocratisation	73003	€ 0,00
Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996)	73003000	€ 0,00
Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010)	73003100	€ 0,00
Autres	73003200	€ 0,00
Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)	73004	€ 0,00
Autres produits MCF	73092	€ 0,00
<u>Autres organismes publics</u>	7301	€ 0,00
<u>Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés</u>	7302	€ 0,00
D.I.	73020	€ 0,00
D.I. déduits (D.I.D.)	73020100	€ 0,00
D.I. non-déduits	73020200	€ 0,00
D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits	73021	€ 0,00
Frais biens et services aux étudiants	73023	€ 0,00
Frais d'études spécifiques	73024	€ 0,00
Autres produits liés	73025	€ 0,00
E Autres produits d'exploitation	74	€ 0,00
Produits de transferts en provenance d'autres sections	744	€ 0,00
Produits en provenance d'autres institutions	745	€ 0,00
Autres produits d'exploitation	autres 74	€ 0,00
II. Coûts des ventes et prestations		€ 0,00
A Approvisionnements et fournitures	60	€ 0,00
1. Achats	600/608	€ 0,00
2. Variations de stocks	609	€ 0,00
B Services et biens divers	61	€ 0,00
C Rémunérations, charges sociales et pensions	62	€ 0,00
Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux coûts moyens bruts pondérés (CMBP)	62020, 62040 , 62060, 621040 62021, 6203, 62041,	€ 0,00
Personnel enseignant, administratif, ouvrier et autre imputé sur l'AG aux coûts réels	62042, 62061, 62102, 62103, 621041, 621042	€ 0,00
Personnel autre	autres 62	€ 0,00
D Amortissements et réductions de valeur	630	€ 0,00
E Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)	631/4	€ 0,00
F Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	635/7	€ 0,00
G Autres charges d'exploitation	640/9	€ 0,00
Charges de transferts vers d'autres sections	64410	€ 0,00
Charges envers d'autres institutions	645	€ 0,00
Autres charges d'exploitation	autres 64	€ 0,00

Paraphe du Comptable :

Paraphe de l'Ordonnateur :

III. Bénéfice d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
Perte d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
IV. Produits financiers	75	€ 0,00
V. Charges financières	65	€ 0,00
VI. Bénéfice courant	III. + IV. - V.	€ 0,00
Perte courante	III. + IV. - V.	€ 0,00
VII. Produits exceptionnels	76	€ 0,00
VIII. Charges exceptionnelles	66	€ 0,00
IX. Bénéfice de l'exercice	VI. + VII. - VIII.	€ 0,00
Perte de l'exercice	VI. + VII. - VIII.	€ 0,00
X. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	€ 0,00
Perte reportée de l'exercice précédent	690	€ 0,00
Affectations et prélèvements		
A Bénéfice à affecter	70/60	€ 0,00
Perte à affecter	60/70	€ 0,00
B Prélèvements sur fonds propres	791/2	€ 0,00
Sur fonds de réserve "fonctionnement" (hors "SHE") (art. 14, §1er , 2. Arrêté Royal 29/12/1984)	7920	
Sur autres réserves	autres 791/2	
C Affectations aux fonds propres	691/2	€ 0,00
Au fonds de réserve "fonctionnement" (hors "SHE") (art. 14, §1er , 2. Arrêté Royal 29/12/1984)	6920	
Aux autres réserves	autres 691/2 & 694/6	
D Résultat à reporter	793/693	€ 0,00

Le Comptable :

Signature
Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Vu et approuvé

Signature
Prénom et NOM

Le Ministre :

Pour approbation

Signature
Prénom et NOM

Vu pour être annexé à l'arrêté de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

SECTION I - Allocation annuelle globale : BILAN

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>		<i>Capitaux propres</i>	
I. Frais d'établissement	.....	I. Capital	.....
II. Immobilisations incorporelles	.....	
III. Immobilisations corporelles	.....	III. Plus values de réévaluation	.....
A. Terrains et constructions	.....	IV. Réserves	.....
B. Installations, machines et outillage	.....	A.	
C. Mobilier et matériel roulant	.....	Fonds de réserve "fonctionnement" (hors "SHE")	
D. Location-financement et droits similaires	.....	(art. 14, §1er, 2. Arrêté Royal 29/12/1984)	.....
E. Autres immobilisations corporelles	.....	...
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	.....	D. Réserve disponible	.....
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	.....	V. Bénéfice reporté	.....
		Perte reportée (-)	.....
IV. Immobilisations financières	.....	VI. Subsidés en capital	.....
<i>Actifs circulants</i>		<i>Provisions et impôts différés</i>	
V. Créances à plus d'un an	.....	VII. A. Provisions pour risques et charges	.....
A. Créances commerciales	.....	1. Pensions et obligations similaires	.....
B. Autres créances	.....	2. Charges fiscales	.....
VI. Stocks et commandes en-cours d'exécution	.....	3. Grosses réparations et gros entretien	.....
A. Stocks	.....	4. Autres risques et charges	.....
B. Commandes en-cours d'exécution	.....	B. Impôts différés	.....
		<i>Dettes</i>	
VII. Créances à un an au plus	.....	VIII. Dettes à plus d'un an	.....
A. Créances commerciales	.....	A. Dettes financières	.....
B. Autres créances	.....	B. Dettes commerciales	.....
4140. Subsidés MCF (*) à recevoir dont :		C. Acomptes reçus sur commandes	.....
Allocation annuelle globale (hors DID)	.....	D. Autres dettes	.....
Promotion réussite	.....	
Démocratisation	.....	
Forfait remplac. promoteur First/Spin off	.....	
Autres subsidés MCF (*) à recevoir	.....	
Autres	.....	
VIII. Placements de trésorerie	.....	
IX. Valeurs disponibles	.....	IX. Dettes à un an au plus	.....
A. Banques comptes courants	.....	A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	.....
B. Banques comptes à terme et de dépôts	.....	B. Dettes financières	.....
C. Caisse	.....	C. Dettes commerciales	.....
D. Virements internes	.....	4440. Engagements en fin d'exercice	.....
		Autres dettes commerciales	.....
		D. Acomptes reçus sur commandes	.....
		E. Dettes fiscales, salariales et sociales	.....
		F. Autres dettes	.....
X. Comptes de régularisation	.....	X. Comptes de régularisation	.....
4920. Engagements en fin d'exercice	.....	4910. Subsidés MCF (*) à recevoir	.....
Autres cptes de régularisation	.....	Autres cptes de régularisation	.....
TOTAL ACTIF	.....	TOTAL PASSIF	.....

(*) MCF : Ministère de la Communauté française

Le Comptable :

Signature
Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Signature
Prénom et NOM

SECTION II : Budget/Compte de résultat - Conseil social		
	N° cptes PCMN	
I. Ventes et prestations	70/74	€ 0,00
A Chiffre d'affaires	70	€ 0,00
Produits logements	7010	
Produits restaurants	7011	
Produits étudiants	7012	
Autres	7013 et 708	
B Variations de stocks ...	71	€ 0,00
C Production immobilisée	72	€ 0,00
D Produits liés au social	73	€ 0,00
<u>Produits Ministère Communauté française (MCF)</u>	7300	€ 0,00
Subsides sociaux	73002	€ 0,00
Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants)	73002000	€ 0,00
Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants	73002100	€ 0,00
Allocation complémentaire relative aux supports de cours	73002200	€ 0,00
Autres	73002300	€ 0,00
Subsides spécifiques logements	73005	€ 0,00
Subsides spécifiques restaurants	73006	€ 0,00
Subsides spécifiques étudiants	73007	€ 0,00
Autres produits MCF	73092	€ 0,00
<u>Autres organismes publics</u>	7301	€ 0,00
E Autres produits d'exploitation	74	€ 0,00
Produits de transferts en provenance d'autres sections	744	€ 0,00
Produits en provenance d'autres institutions	745	€ 0,00
Autres produits d'exploitation	autres 74	€ 0,00
II. Coûts des ventes et prestations		€ 0,00
A Approvisionnements et fournitures	60	€ 0,00
1. Achats	600/608	€ 0,00
2. Variations de stocks	609	€ 0,00
B Services et biens divers	61	€ 0,00
C Rémunérations, charges sociales et pensions	62	€ 0,00
Logements		€ 0,00
Restaurants		€ 0,00
Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)		€ 0,00
Autres		€ 0,00
D Amortissements et réductions de valeur	630	€ 0,00
E Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)	631/4	€ 0,00
F Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	635/7	€ 0,00
G Autres charges d'exploitation	640/9	€ 0,00
Aides aux étudiants	646	€ 0,00
Aides directes	6460	
Aides indirectes	6461	
Autres	6462	
Charges de transferts vers d'autres sections	64410	€ 0,00
Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants	64411	€ 0,00
Charges envers d'autres institutions	645	€ 0,00
Autres charges d'exploitation	autres 64	€ 0,00

Paraphe du Comptable :

Paraphe de l'Ordonnateur :

III. Bénéfice d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
Perte d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
IV. Produits financiers	75	€ 0,00
V. Charges financières	65	€ 0,00
VI. Bénéfice courant	III. + IV. - V.	€ 0,00
Perte courante	III. + IV. - V.	€ 0,00
VII. Produits exceptionnels	76	€ 0,00
VIII. Charges exceptionnelles	66	€ 0,00
IX. Bénéfice de l'exercice	VI. + VII. - VIII.	€ 0,00
Perte de l'exercice	VI. + VII. - VIII.	€ 0,00
X. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	€ 0,00
Perte reportée de l'exercice précédent	690	€ 0,00
Affectations et prélèvements		
A Bénéfice à affecter	70/60	€ 0,00
Perte à affecter	60/70	€ 0,00
B Prélèvements sur fonds propres	791/2	€ 0,00
C Affectations aux fonds propres	691/2 et 694/6	€ 0,00
D Résultat à reporter	793/693	€ 0,00

Le Comptable :

Signature
Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Vu et approuvé

Signature
Prénom et NOM

SECTION II - Conseil social : BILAN

ACTIF		PASSIF	
Actifs immobilisés		Capitaux propres	
I. Frais d'établissement	.....	I. Capital	.....
II. Immobilisations incorporelles	.....	
III. Immobilisations corporelles	.....	III. Plus values de réévaluation	.....
A. Terrains et constructions	.....	IV. Réserves	.....
B. Installations, machines et outillage	.....	A. Réserve légale	.....
C. Mobilier et matériel roulant	.....	D. Réserve disponible	.....
D. Location-financement et droits similaires	.....	V. Bénéfice reporté	.....
E. Autres immobilisations corporelles	.....	Perte reportée (-)	.....
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	.....	VI. Subsidés en capital	.....
IV. Immobilisations financières	.....	
Actifs circulants		Provisions et impôts différés	
V. Créances à plus d'un an	.....	VII. A. Provisions pour risques et charges	.....
A. Créances commerciales	.....	1. Pensions et obligations similaires	.....
B. Autres créances	.....	2. Charges fiscales	.....
VI. Stocks et commandes en-cours d'exécution	.....	3. Grosses réparations et gros entretien	.....
A. Stocks	.....	4. Autres risques et charges	.....
B. Commandes en-cours d'exécution	.....	B. Impôts différés	.....
		Dettes	
VII. Créances à un an au plus	.....	VIII. Dettes à plus d'un an	.....
A. Créances commerciales	.....	A. Dettes financières	.....
B. Autres créances	.....	B. Dettes commerciales	.....
4140. Subsidés MCF (*) à recevoir dont :		C. Acomptes reçus sur commandes	.....
Subsidés sociaux (hors part Conseil étudiants)	.....	D. Autres dettes	.....
Part des subsidés sociaux Conseil étudiants	.....	
Allocation complémentaire supports de cours	.....	
Subsidés spécifiques logements	.....	
Subsidés spécifiques restaurants	.....	
Subsidés spécifiques étudiants	.....	
Autres subsidés MCF (*) à recevoir	.....	
Autres	.....	
VIII. Placements de trésorerie	.....	
IX. Valeurs disponibles	.....	IX. Dettes à un an au plus	.....
A. Banques comptes courants	.....	A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	.....
B. Banques comptes à terme et de dépôts	.....	B. Dettes financières	.....
C. Caisse	.....	C. Dettes commerciales	.....
D. Virements internes	.....	4440. Engagements en fin d'exercice	.....
		Autres dettes commerciales	.....
		D. Acomptes reçus sur commandes	.....
		E. Dettes fiscales, salariales et sociales	.....
		F. Autres dettes	.....
X. Comptes de régularisation	.....	X. Comptes de régularisation	.....
4920. Engagements en fin d'exercice	.....	4910. Subsidés MCF (*) à recevoir	.....
Autres cptes de régularisation	.....	Autres cptes de régularisation	.....
TOTAL ACTIF	.....	TOTAL PASSIF	.....

(*) MCF : Ministère de la Communauté française

Le Comptable :

Signature

Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Signature

Prénom et NOM

SECTION III : Budget/Compte de résultat - patrimoine		
	N° cptes PCMN	
I. Ventes et prestations	70/74	€ 0,00
A Chiffre d'affaires	70	€ 0,00
Produits de programmes de formations continuées	7030	€ 0,00
Produits de programmes de recherche et développemen	7031	€ 0,00
Produits de programmes de services à la collectivité	7032	€ 0,00
Produits d'opérations immobilières	7033	€ 0,00
Dons, libéralités et legs	7034	€ 0,00
Autres produits	7035 et 708	€ 0,00
B Variations de stocks ...	71	€ 0,00
C Production immobilisée	72	€ 0,00
D Produits liés au Patrimoine	73	€ 0,00
<u>Produits Ministère Communauté française (MCF)</u>	7300	€ 0,00
Subsides de programmes de formations continuée	73008	€ 0,00
Subsides de programmes de recherche et développemen	73009	€ 0,00
Avances sur crédits FSE	73009000	€ 0,00
Autres subventions R & D	73009100	€ 0,00
Subsides de programmes de services à la collectivité	73090	€ 0,00
Subsides d'opérations immobilières	73091	€ 0,00
Autres produits MCF	73092	€ 0,00
<u>Autres organismes publics</u>	7301	€ 0,00
Subsides de programmes de formations continuées		€ 0,00
Subsides de programmes de recherche et développement		€ 0,00
Subsides de programmes de services à la collectivité		€ 0,00
Subsides d'opérations immobilières		€ 0,00
Autres produits publics		€ 0,00
Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés	7302	€ 0,00
D.I. non-déduits	73020200	€ 0,00
Frais biens et services aux étudiants	73023	€ 0,00
Frais d'études spécifiques	73024	€ 0,00
Autres produits liés	73025	€ 0,00
E Autres produits d'exploitation	74	€ 0,00
Produits de transferts en provenance d'autres sections	744	€ 0,00
Produits en provenance d'autres institutions	745	€ 0,00
Autres produits d'exploitation	autres 74	€ 0,00
II. Coûts des ventes et prestations		€ 0,00
A Approvisionnements et fournitures	60	€ 0,00
<u>Achats et variations de stocks</u>	600/608 et 609	€ 0,00
Programmes de formations continuées		€ 0,00
1. Achats		€ 0,00
2. Variations de stocks		€ 0,00
Programmes de recherche et développement		€ 0,00
1. Achats		€ 0,00
2. Variations de stocks		€ 0,00
Programmes de services à la collectivité		€ 0,00
1. Achats		€ 0,00
2. Variations de stocks		€ 0,00
Opérations immobilières		€ 0,00
1. Achats		€ 0,00
2. Variations de stocks		€ 0,00
Autres		€ 0,00
1. Achats		€ 0,00
2. Variations de stocks		€ 0,00

Paraphe du Comptable :
Paraphe de l'Ordonnateur :

B Services et biens divers	61	€ 0,00
Programmes de formations continuées		€ 0,00
Programmes de recherche et développement		€ 0,00
Programmes de services à la collectivité		€ 0,00
Opérations immobilières		€ 0,00
Autres		€ 0,00
C Rémunérations, charges sociales et pensions	62	€ 0,00
Programmes de formations continuées		€ 0,00
Programmes de recherche et développement		€ 0,00
Programmes de services à la collectivité		€ 0,00
Opérations immobilières		€ 0,00
Autres		€ 0,00
D Amortissements et réductions de valeur	630	€ 0,00
E Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)	631/4	€ 0,00
F Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	635/7	€ 0,00
G Autres charges d'exploitation	640/9	€ 0,00
Charges de transferts vers d'autres sections	644/10	€ 0,00
Charges envers d'autres institutions	645	€ 0,00
Autres charges d'exploitation	autres 64	€ 0,00

III. Bénéfice d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
Perte d'exploitation	I. - II.	€ 0,00
IV. Produits financiers	75	€ 0,00
V. Charges financières	65	€ 0,00
VI. Bénéfice courant	II. + IV. - V.	€ 0,00
Perte courante	II. + IV. - V.	€ 0,00
VII. Produits exceptionnels	76	€ 0,00
VIII. Charges exceptionnelles	66	€ 0,00
IX. Bénéfice de l'exercice	+ VII. - VIII.	€ 0,00
Perte de l'exercice	+ VII. - VIII.	€ 0,00
X. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	€ 0,00
Perte reportée de l'exercice précédent	690	€ 0,00
Affectations et prélèvements		
A Bénéfice à affecter	70/60	€ 0,00
Perte à affecter	60/70	€ 0,00
B Prélèvements sur fonds propres	791/2	€ 0,00
C Affectations aux fonds propres	691/2 et 694/6	€ 0,00
D Résultat à reporter	793/693	€ 0,00

Le Comptable :

Signature
Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Vu et approuvé

Signature
Prénom et NOM

SECTION III - Patrimoine : BILAN

ACTIF		PASSIF	
Actifs immobilisés		Capitaux propres	
I. Frais d'établissement	.....	I. Capital	.....
II. Immobilisations incorporelles	.....	
III. Immobilisations corporelles	.....	III. Plus values de réévaluation	.....
A. Terrains et constructions	.....	IV. Réserves	.....
B. Installations, machines et outillage	.....	A. Réserve légale	.....
C. Mobilier et matériel roulant	.....	D. Réserve disponible	.....
D. Location-financement et droits similaires	.....	V. Bénéfice reporté	.....
E. Autres immobilisations corporelles	.....	Perte reportée (-)	.....
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	.....	VI. Subsidés en capital	.....
IV. Immobilisations financières	.....	
Actifs circulants		Provisions et impôts différés	
V. Créances à plus d'un an	.....	VII. A. Provisions pour risques et charges	.....
A. Créances commerciales	.....	1. Pensions et obligations similaires	.....
B. Autres créances	.....	2. Charges fiscales	.....
VI. Stocks et commandes en-cours d'exécution	.....	3. Grosses réparations et gros entretien	.....
A. Stocks	.....	4. Autres risques et charges	.....
B. Commandes en-cours d'exécution	.....	B. Impôts différés	.....
VII. Créances à un an au plus	.....	Dettes	
A. Créances commerciales	.....	VIII. Dettes à plus d'un an	.....
B. Autres créances	.....	A. Dettes financières	.....
4140. Subsidés MCF (*) à recevoir dont :		B. Dettes commerciales	.....
Subsidés programmes formations continuées	.....	C. Acomptes reçus sur commandes	.....
Avances sur crédits FSE	.....	D. Autres dettes	.....
Autres subventions R & D	.....	
Subsidés programmes services à la collectivité	.....	
Subsidés opérations immobilières	.....	
Autres subsidés MCF (*) à recevoir	.....	
Autres	.....	
VIII. Placements de trésorerie	.....	
IX. Valeurs disponibles	.....	IX. Dettes à un an au plus	.....
A. Banques comptes courants	.....	A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	.....
B. Banques comptes à terme et de dépôts	.....	B. Dettes financières	.....
C. Caisse	.....	C. Dettes commerciales	.....
D. Virements internes	.....	4440. Engagements en fin d'exercice	.....
		Autres dettes commerciales	.....
		D. Acomptes reçus sur commandes	.....
		E. Dettes fiscales, salariales et sociales	.....
		F. Autres dettes	.....
X. Comptes de régularisation	.....	X. Comptes de régularisation	.....
4920. Engagements en fin d'exercice	.....	4910. Subsidés MCF (*) à recevoir	.....
Autres cptes de régularisation	.....	Autres cptes de régularisation	.....
TOTAL ACTIF	.....	TOTAL PASSIF	.....

(*) MCF : Ministère de la Communauté française

Le Comptable :

Signature

Prénom et NOM

L'Ordonnateur :

Signature

Prénom et NOM

Vu pour être annexé à l'arrêté de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE 2 : INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS

Inventaire des immobilisations (Tableau de synthèse) (*)
Exercice

Immobilisés du n°		au n°		Caractéristiques		Acq.		Immobilisés		Amortissements		Valeurs nettes	
N° Cpte	Libellé du compte	M	%	F				01/01/.....	31/12/.....	01/01/.....	31/12/.....		
"N°"	"Libellé du compte"	L								+			
"N°"	"Libellé du compte"	L											
"N°"	"Libellé du compte"	L											
...

(*) Classement opéré par numéro de compte (2.....) avec une donnée globale par N°

n° : numéro d'inventaire

N° Cpte ou
 N° : numéro de compte d'imputation de l'immobilisé
 M : méthode d'amortissement (L = linéaire)
 % : taux d'amortissement
 F : fréquence de mise à jour de l'inventaire
 Acq : dates d'acquisitions de ./././.... à ./././....

Immobilisés :
 + : acquisitions de l'année
 - : sorties de l'année (ventes, amortissements exceptionnels ...)
 état au 31/12 de l'année

Valeurs nettes : état des immobilisés au 31/12 de l'année déduction faite des amortissements cumulés au 31/12 de l'année

Inventaire des immobilisations (Tableau complet) (*)

Exercice

Immobilisés du n°		Caractéristiques					Immobilisés			Amortissements			Valeurs nettes	
		N° et n°	Libellé du compte descriptif de l'immobilisation	M	%	F	Acq.	01/01/.....	31/12/.....	01/01/.....	31/12/.....	31/12/.....		
"N°	"Libellé du Compte"													
"n°"	"Descriptif"	L												
"n°"	"Descriptif"	L												
"n°"	"Descriptif"	L												
...
"N°	"Libellé du Compte"													
"n°"	"Descriptif"	L												
"n°"	"Descriptif"	L												
"n°"	"Descriptif"	L												
...

(*) Tableau ne devant pas être transmis mais à conserver dans l'Institution (Cfr. art. 16 de l'Arrêté)

Classement opéré par numéro de compte et détaillé par numéro d'inventaire

n° : numéro d'inventaire

Caractéristiques : N° Cpte : numéro de compte d'imputation de l'immobilisé
 Descriptif : descriptif de l'immobilisé
 M : méthode d'amortissement (L = linéaire)
 % : taux d'amortissement
 F : fréquence de mise à jour de l'inventaire
 Acq. : date d'acquisition (././....)

Immobilisés : état au 01/01 de l'année
 + : acquisitions de l'année
 - : sorties de l'année (ventes, amortissements exceptionnels ...)
 état au 31/12 de l'année

Valeurs nettes : état des immobilisés au 31/12 de l'année déduction faite des amortissements cumulés au 31/12 de l'année

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE 3 :TABLEAU DE CADRE ET D'EFFECTIFS DE PERSONNEL

Cadre et effectifs de personnel					
I. PERSONNEL A CHARGE DU BUDGET ET DES COMPTES - ALLOCATION ANNUELLE GLOBALE					
	Cadre (Budget)	Coût/an	Budget total	Effectifs (Comptes)	Comptes/total
	Nbre Effectifs Temps Plein (ETP)/an	par ETP	ETP cadre X Coût/an (1 X 2)	Nbre ETP/an	ETP effectifs X Coût/an (4 X 2)
	1	2	3	4	5
I. A. Personnel enseignant - SHE (*) - exprimé en coûts moyens bruts pondérés (CMBP)					
1) Directeur-Président - Directeur
2) Professeur
3) Chargé de cours - Chef de travaux
4) Maître-assistant type court
5) Maître-assistant type long
6) Maître de formation pratique
TOTAL I. A
I. A' Personnel enseignant entrant dans un subside particulier - SHE - exprimé en CMBP					
1) FIRST
2) SIPPT
3) CAPAES
4) Qualité
5) Autres
TOTAL I. A'
I. B. Personnel administratif					
1) Rang 1 (de recrutement)
2) Rang 2 (de promotion)
3) SIPPT
4) Qualité
5) Autres
TOTAL I. B
I. C. Personnel auxiliaire d'éducation					
TOTAL I. C
TOTAL SHE I.A+I.A'+I.B+I.C
I. D Personnel sous contrat de travail					
1) Professeur invité et/ou assimilé
2) Personnel administratif
3) Autres
TOTAL I. D

I. E Personnel ouvrier					
1) Définitif	.....	.....	.....	.....	.....
2) TDI	.....	.....	.....	.....	.....
3) TDD	.....	.....	.....	.....	.....
4) CDI	.....	.....	.....	.....	.....
5) CDD	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL I. E	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL SHE I.A+I.A'+I.B+I.C+I.D+I.E	.....	.....	.....	.....	.....
II. PERSONNEL A CHARGE DU BUDGET ET DES COMPTES - CONSEIL SOCIAL					
	Cadre (Budget)	Coût/an	Budget total	Effectifs (Comptes)	Comptes/total
II. A. Personnel enseignant					
1) Maître-assistant	.....	.....	.....	.....	.....
2) Autres	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL II. A	.....	.....	.....	.....	.....
II. B. Personnel administratif					
1) Rang 1 (de recrutement) - Rang 2 (de promotion)1) Ra	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL II. B	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL II. A + II. B	.....	.....	.....	.....	.....
II. C. Personnel ouvrier					
1) Définitif	.....	.....	.....	.....	.....
2) TDI	.....	.....	.....	.....	.....
3) TDD	.....	.....	.....	.....	.....
4) CDI	.....	.....	.....	.....	.....
5) CDD	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL II. C	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL II.A+II.B+II.C	.....	.....	.....	.....	.....
III. PERSONNEL A CHARGE DU BUDGET ET DES COMPTES - PATRIMOINE					
	Cadre (Budget)	Coût/an	Budget total	Effectifs (Comptes)	Comptes/total
III. A Personnel enseignant					
TOTAL III. A	.....	.....	.....	.....	.....
III. B Personnel administratif					
TOTAL III. B	.....	.....	.....	.....	.....
III. C Personnel ouvrier					
TOTAL III. C	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL III.A+III.B+III.C	.....	.....	.....	.....	.....
TOTAL GENERAL (I + II + III)	.....	.....	.....	.....	.....

(*) SHE : quote-part personnel de l'allocation globale

Vu pour être annexé à l'arrêté de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE 4 : PLAN COMPTABLE MINIMUM NORMALISE

(Comptes à subdiviser par section)

(Pour la section II, les comptes font l'objet de subdivisions analytiques pour distinguer ce qui concerne les logements, les restaurants, les étudiants et les autres activités y liées)

(Pour la section III, les comptes font l'objet de subdivisions analytiques pour distinguer ce qui concerne les programmes de formation continuées, les programmes de recherche et développement, les programmes de services à la collectivité, les opérations immobilières et les autres activités y liées)

1 FONDS PROPRES, PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES ET DETTES A PLUS D'UN AN**10 Capital**

100 Capital de départ

12 Plus-values de réévaluation

120 Plus-values de réévaluation sur immobilisations incorporelles

121 Plus-values de réévaluation sur immobilisations corporelles

122 Plus-values de réévaluation sur immobilisations financières

123 Plus-values de réévaluation sur stocks

124 Reprises de réduction de valeurs sur placements de trésorerie

13 Réserves

1302 Fonds de réserve "fonctionnement" (hors "SHE") (art. 14, §1er, 2. Arrêté Royal 29/12/1984)

133 Réserves disponibles

1330 Réserve pour report de soldes des crédits non utilisés

1331 Réserve pour subsides en attente

14 Résultat reporté

140 Bénéfice reporté

141 Perte reportée (-)

15 Subsides en capital**16 Provisions**

160 Provisions pour pensions et obligations similaires

161 Provisions pour charges engagées et charges fiscales

1610 Provision pour charges engagées

1612 Provision pour charges fiscales

- 162 Provisions pour grosses réparations et gros entretiens
- 163 et 165 à
- 169 Provisions pour autres risques et charges (à détailler au besoin)
- 164 Provisions pour charges sociales (CMBP)

- 17 Dettes à plus d'un an
 - 172 Dettes de location-financement et assimilées
 - 173 Etablissements de crédit
 - 174 Autres emprunts
 - 175 Dettes commerciales
 - 1750 Dettes fournisseurs
 - 1752 Cautions et garanties reçues (section III)
 - 1753 Etudiants Erasmus
 - 176 Acomptes reçus sur commande
 - 179 Dettes diverses

- 2 FRAIS DETABLISSEMENTS, ACTIFS IMMOBILISES ET CREANCES A PLUS D'UN AN
 - 20 Frais d'établissement
 - 21 Immobilisations incorporelles
 - 22 Terrains et constructions (subdivisés en "affectés à enseignement, recherche et administration", "affectés à des fins sociales", affectés à des fins autres")
 - 220 Terrains et plus values actées & réductions de valeur sur terrains
 - 221 Constructions et plus-values actées & amortissements sur constructions
 - 23 Installations, machines et outillage
 - 230 Installations
 - 231 Machines
 - 233 Autres matériels
 - 2330 Matériels didactiques
 - 2331 Matériels didactiques audio visuel
 - 2332 Matériel informatique
 - ...
 - 237 Outillage

- 238 Plus-values actées
 - 2380 Plus-values actées sur installations
 - 2381 Plus-values actées sur machines
 - 2382 Plus-values actées sur outillage
 - 2383 Plus-values actées sur autres matériels
- 239 Amortissements actés
 - 2390 Amortissements actés sur installations
 - 2391 Amortissements actés sur machines
 - 2392 Amortissements actés sur outillage
 - 2393 Amortissements actés sur autres matériels
- 24 Mobilier et matériel roulant
 - 240 Mobilier et plus-values actées & amortissements sur mobilier
 - 241 Matériel roulant et plus-values actées & amortissements sur matériel roulant
 - 242 Autres mobilier et matériel roulant et plus-values actées & amortissements sur autres mobilier et matériel roulant
- 25 Immobilisations détenues en location-financement et droits similaires
 - 250 Terrains et constructions détenus en leasing et plus-values, amortissements & réductions de valeur sur terrains et constructions en leasing
 - 251 Installations, machines et outillage détenus en leasing et plus-values actées & amortissements sur installations, machines et outillage pris en leasing
 - 252 Mobilier et matériel roulant détenus en leasing et plus-values actées & amortissements sur mobilier et matériel roulant détenus en leasing
- 26 Autres immobilisations corporelles
 - 260 à 264 Autres immobilisations corporelles (à détailler au besoin)
 - 268 Plus-values actées sur autres immobilisations corporelles
 - 269 Amortissements sur autres immobilisations corporelles
- 27 Immobilisations corporelles en cours et acomptes versés
- 28 Immobilisations financières
- 29 Créances à plus d'un an
 - 290 Créances commerciales
 - 2900 Clients
 - 2906 Acomptes versés
 - 2907 Créances douteuses
 - 2909 Réductions de valeur actées

- 291 Autres créances
- 2910 Créances en compte
- 2917 Créances douteuses ...
- 2919 Réductions de valeur actées

3 STOCK ET COMMANDES EN COURS D'EXECUTION

- 30 Approvisionnements - Matières premières
- 300 Valeur d'acquisition
- 309 Réductions de valeur actées

- 31 Approvisionnements - Fournitures
- 310 Valeur d'acquisition
- 319 Réductions de valeur actées

- 32 En-cours de fabrication
- 320 Valeur d'acquisition
- 329 Réductions de valeur actées

- 33 Produits finis
- 330 Valeur d'acquisition
- 339 Réductions de valeur actées

- 34 Marchandises
- 340 Valeur d'acquisition
- 349 Réductions de valeur actées

- 35 Immeubles destinés à la vente
- 350 Valeur d'acquisition
- 359 Réductions de valeur actées

- 36 Acomptes versés sur achats pour stocks
- 360 Valeur d'acquisition
- 369 Réductions de valeur actées

- 37 Commandes en cours d'exécution
- 370 Valeur d'acquisition

- 379 Réductions de valeur actées

4 CREANCES ET DETTES A UN AN AU PLUS

40 Créances commerciales

400 Clients

4004 Etudiants

404 Produits à recevoir (factures à établir)

40400000 Droits à établir - DI

40400010 Droits à établir - DIS

40401000 Factures à établir

40401100 Notes de crédits à établir

406 Acomptes versés

407 Créances douteuses

409 Réductions de valeur actées

41 Autres créances

414 Produits à recevoir

4140 Subsidés MCF à recevoir

41400 Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits)

41400000 AG Part personnel

41400100 AG Part fonctionnement

41401 Promotion réussite

41401000 Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)

41401100 Promotion réussite (art. 21 quiniques décret 9/09/1996)

41401200 Autres

41402 Démocratisation

41402000 Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996)

41402100 Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010)

41402200 Autres

41403 Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)

41404 Subsidés sociaux

41404000 Subsidés sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants)

41404100 Part des subsidés sociaux en faveur du Conseil des étudiants

41404200 Allocation complémentaire relative aux supports de cours

41404300 Autres

- 41405 Subsidies spécifiques logements
- 41406 Subsidies spécifiques restaurants
- 41407 Subsidies spécifiques étudiants
- 41408 Subsidies de programmes de formations continuées
- 41409 Subsidies de programmes de recherche et développement
 - 41409000 Avances sur crédits FSE
 - 41409100 Autres subventions R & D
- 41401300 Subsidies de programmes de services à la collectivité
- 41401400 Subsidies d'opérations immobilières
- 41401500 Autres produits MCF

- 416 Créances diverses
- 417 Créances douteuses

- 419 Réductions de valeur actées

- 42 Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
 - 422 Dettes de location-financement et assimilées
 - 423 Etablissements de crédit
 - 424 Autres emprunts
 - 425 Dettes commerciales
 - 4250 Dettes fournisseurs
 - 4252 Cautions et garanties reçues (section III)
 - 4253 Etudiants Erasmus
 - 426 Cautions reçus en numéraires
 - 429 Dettes diverses

- 43 Dettes financières
 - 430 Etablissements de crédits - Emprunts en compte à terme fixe
 - 439 Autres emprunts

- 44 Dettes commerciales
 - 440 Fournisseurs
 - 4404 Etudiants

- 442 Cautions et garanties reçues
- 443 Etudiants Erasmus
- 444 Factures à recevoir
 - 4440 Engagements en fin d'exercice

- 45 Dettes fiscales, salariales et sociales
 - 450 Dettes fiscales estimées
 - 451 TVA à payer
 - 452 Impôts et taxes à payer
 - 453 Precomptes retenus
 - 454 Office national de la sécurité sociale (ONSS)
 - 455 Rémunérations
 - 456 Pécules de vacances
 - 459 Autres dettes sociales

- 46 Acomptes reçus sur commandes

- 47 Dettes découlant de l'affectation du résultat
 - 473 Autres

- 48 Dettes diverses
 - 489 Autres dettes diverses

- 49 Comptes de régularisation et comptes d'attente
 - 490 Charges à reporter
 - 491 Produits acquis
 - 4910 Subsidés MCF à recevoir
 - 49100 Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits)
 - 49100100 AG Part fonctionnement
 - 49100200 AG Part personnel
 - 49101 Promotion réussite
 - 49101000 Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)
 - 49101100 Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996)
 - 49101200 Autres
 - 49102 Démocratisation
 - 49102000 Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996)
 - 49102100 Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010)
 - 49102200 Autres

49103	Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)
49104	Subsides sociaux
49104000	Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants)
49104100	Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants
49104200	Allocation complémentaire relative aux supports de cours
49104300	Autres
49105	Subsides spécifiques logements
49106	Subsides spécifiques restaurants
49107	Subsides spécifiques étudiants
49108	Subsides de programmes de formations continuées
49109	Subsides de programmes de recherche et développement
49109000	Avances sur crédits FSE
49109100	Autres subventions R & D
49101300	Subsides de programmes de services à la collectivité
49101400	Subsides d'opérations immobilières
49101500	Autres produits MCF
492	Charges à imputer
4920	Engagements en fin d'exercice
49200000	Charges à imputer
493	Produits à reporter
49300010	Produits à reporter DI
499	Comptes d'attente
5 PLACEMENTS DE TRESORERIE ET VALEURS DISPONIBLES	
51	Actions et parts
510	Valeur d'acquisition
519	Réductions de valeur actées
52	Titres à revenu fixe (Obligations)
520	Valeur d'acquisition
529	Réductions de valeur actées
53	Dépôts à terme (à subdiviser selon compte de l'allocation annuelle globale - compte du Conseil social - Autre(s) compte(s))
530	De plus d'un an
...	...
531	De plus d'un mois et à un an au plus
...	...
532	D'un mois au plus

...	
539 Réductions de valeur actées	
...	
54 Valeurs échues à l'encaissement	
55 Etablissements de crédit (à subdiviser selon compte de l'allocation annuelle globale - compte du Conseil social - compte du patrimoine - Autre(s) compte(s))	
550 à 559 Comptes ouverts auprès des divers établissements	
5500 A vue	
5501 Ministère	
5502 Epargne	
5509 Réductions de valeur actées sur compte ouvert auprès des divers établissements	
...	
56 Office des chèques postaux	
57 Caisses	
570 à 577 Caisses-espèces	
570 Caisses-espèces	
...	
578 Caisses-timbres	
5781 Caisses-timbres postaux	
...	
58 Virements internes	
6 CHARGES	
60 Approvisionnement et marchandises	
600 Achats de matières premières	
60000000 Achats de matières premières	
60001000 Achats de matières premières informatiques	
601 Achats de fournitures	
602 Achats de services, travaux et études	
603 Sous-traitances générales	

- 604 Achats de marchandises (intendance)
- 605 Achats d'immeubles destinés à la revente
- 606 Frais accessoires sur achats
- 608 Remises, ristournes et rabais obtenus sur achats
- 609 Variations de stocks
 - 6090 De matières premières
 - 6091 De fournitures
 - 6094 De marchandises
 - 6095 D'immeubles destinés à la revente
- 61 Services et biens divers
 - 610 Loyers et charges locatives
 - 611 Entretien et réparation (fournitures et prestations)
 - 6111 Entretien de véhicules
 - 6112 Entretien de matériels divers
 - 612 Fournitures faites à l'entreprise
 - 6120 Energies
 - 61200 Eau
 - 61201 Gaz
 - 61202 Electricité
 - 61204 Mazout
 - 61205 Carburant
 - 6121 Telecommunications
 - 61210 Téléphone
 - 61211 Internet
 - 61212 Téléfax
 - 61213 Frais postaux/Timbres
 - 6122 Livres, bibliothèque
 - 6123 Imprimés et petites fournitures de bureau
 - 61232 Achats fournitures informatiques
 - 61233 Matières premières didactiques

- 613 Rétributions de tiers
 - 6131 Assurances non relatives au personnel
 - 61310 Assurance incendie
 - 61311 Assurance vol
 - 61312 Assurance véhicules
 - 61315 ... Autres assurances
 - 6132 Divers
 - 61321 Honoraires d'avocats, d'experts ...
 - 61322 Cotisations ...
 - 6133 Transports et déplacements
 - 61330 Transports de personnel (Abonnements sociaux ... train, bus, vélo)
 - 61331 Voyages, déplacements, représentations (Visites de stages, réunions diverses ...)
 - 61331000 Voyages, déplacements, représentations (Visites de stages, réunions diverses ...)
 - 61332000 Transports et déplacements missions
 - 6135 Autres rétributions et tiers
- 614 Annonces, publicité et documentation
 - 6140 Annonces et publicité
 - 61401 Publicité selon "norme" (art. 26 décret 9/09/1996)
 - 6146 Frais de réception
 - 6148 Autres annonces et publicités
 - 61480010 Abonnements journaux/revues
- 615 Sous-traitants
 - 6150 Imprimerie
- ...
- 616 Vêtements de travail
- 617 Personnel mis à disposition de l'institution (personnel intérimaire)
- 618 Rémunérations, primes pour assurances extra-légales

619 Dépenses de biens et services aux étudiants

- 61900010 Activités sportives
- 61900020 Cars
- 61900030 Cinemas
- 61900040 Formations étudiants
- 61900050 Frais de laboratoires
- 61900060 Livres
- 61900070 Matières premières didactiques
- 61900080 Piscines
- 61900090 Théâtres
- 61900100 Visites entreprises
- 61900110 Visites musées
- 61900120 Voyages

61901000 Dépenses liées au tutorat

62 Rémunérations, charges sociales et pensions

620 Rémunérations et avantages sociaux directs

- 6202 Personnel administratif
 - 62020 Personnel administratif aux coûts moyens bruts pondérés
 - 62021 Personnel administratif aux coûts réels
- 6203 Personnel ouvrier
- 6204 Personnel enseignant
 - 62040 Personnel enseignant aux coûts moyens bruts pondérés
 - 62041 Personnel enseignant aux coûts réels
 - 62042 Professeurs invités
- 6205 Chercheurs
- 6206 Autres
 - 62060 Personnel autre aux coûts moyens bruts pondérés
 - 62061 Personnel autre aux coûts réels

621 Cotisations patronales

- 6210 Sur salaires
 - 62102 Personnel administratif
 - 62103 Personnel ouvrier
 - 62104 Personnel enseignant
 - 621040 Personnel enseignant aux coûts moyens bruts pondérés
 - 621041 Personnel enseignant aux coûts réels
 - 621042 Professeurs invités

- 62105 Chercheurs
- 62106 Autres

- 622 Primes patronales pour assurances extra-légales
- 623 Autres frais de personnel
- 624 Provisions pour charges sociales (personnel aux coûts moyens bruts pondérés)
- 625 Provisions pour pécules de vacances
 - 6250 Dotations
 - 6251 Utilisations et reprises

- 63 AMORTISSEMENTS, REDUCTIONS DE VALEUR ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
 - 630 Dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations
 - 6300 Dotations aux amortissements sur frais d'établissement
 - 6301 Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles
 - 6302 Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles
 - 6308 Dotations aux réductions de valeur sur immobilisations incorporelles
 - 6309 Dotations aux réductions de valeur sur immobilisations corporelles
 - 631 Réductions de valeur sur stocks
 - 6310 Dotations
 - 6311 Reprises
 - 632 Réductions de valeur sur commandes en-cours d'exécution
 - 6320 Dotations
 - 6321 Reprises
 - 633 Réductions de valeur sur créances commerciales à plus d'un an
 - 6330 Dotations
 - 6331 Reprises
 - 634 Réductions de valeur sur créances commerciales à un an au plus
 - 6340 Dotations
 - 6341 Utilisations et reprises
 - 635 Provisions pour pensions et obligations similaires
 - 6350 Dotations
 - 6351 Utilisations et reprises
 - 636 Provisions pour grosses réparations et gros entretiens
 - 6360 Dotations
 - 6361 Utilisations et reprises
 - 637 Provisions pour autres risques et charges
 - 6370 Dotations
 - 6371 Utilisations et reprises

- 64 Autres charges d'exploitation
 - 640 Charges fiscales d'exploitation
 - 641 Moins-values sur réalisations courantes d'immobilisations corporelles
 - 642 Moins-values sur réalisations de créances commerciales
 - 644 Charges d'exploitations diverses
 - 6441 Charges de transferts
 - 64410 Charges de transferts vers d'autres sections
 - 64411 Charges de transferts vers le Conseil des étudiants (section II)
 - 645 Charges envers d'autres Institutions
 - 646 Aides aux étudiants (section II)
 - 6460 Aides directes
 - 6461 Aides indirectes
 - 6462 Autres aides
 - 647 Pertes sur créances
 - 6470 Perte sur créances clients
 - 6471 Perte sur créances étudiants
 - 6472 Perte sur autres créances
 - 649 Charges d'exploitation portées à l'actif à titre de restructuration
- 65 Charges financières
 - 650 Charges des dettes
 - 651 Réduction de valeur sur actifs circulants
 - 6510 Dotations
 - 6511 Reprises
 - 652 Moins-values sur réalisation d'actifs circulants
 - 654 Différences de change
 - 656 Frais de banques

- 657 à 659 Charges financières diverses
 - 659 Intérêts de retards
 - 6590 Intérêts de retards
 - 6591 TVA
 - 6592 Autres intérêts de retards ...
- 66 Charges exceptionnelles
 - 660 Amortissements et réductions de valeur exceptionnels
 - 6600 sur frais d'établissement
 - 6601 sur immobilisations incorporelles
 - 6602 sur immobilisations corporelles
 - 661 Réductions de valeur sur immobilisations financières
 - 662 Provisions pour risques et charges exceptionnels
 - 6620 Dotations
 - 6621 Utilisations et reprises
 - 663 Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés
 - 6630 sur immobilisations incorporelles
 - 6631 sur immobilisations corporelles
 - 6632 sur immobilisations détenues en location-financement et droits similaires
 - 6633 sur immobilisations financières
- 664 à 668 Autres charges exceptionnelles
 - 669 Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration
- 67 Impôts sur le résultat
- 69 Affectations du résultat
 - 690 Perte reportée de l'exercice précédent
 - 691 Affectations aux capitaux
 - 692 Dotations aux autres réserves
 - 6920 Dotation au Fonds de réserve "fonctionnement" (hors SHE) (art. 14, §1er, 2. Arrêté royal 29/12/1984)
 - 693 Bénéfice à reporter
- 694 à 696 Autres (à détailler au besoin)

7 PRODUITS

- 70 Chiffre d'affaire
 - 700-707 Ventes et prestations de services
 - 700 sur section comptes de l'allocation globale
 - 701 sur section comptes du Conseil social
 - 7010 Produits logements
 - 7011 Produits restaurant
 - 7012 Produits étudiants
 - 7013 Autres
 - 703 sur section comptes du patrimoine
 - 7030 Produits de programmes de formations continuées
 - 7031 Produits de programmes de recherche et développement
 - 7032 Produits de programmes de services à la collectivité
 - 7033 Produits d'opérations immobilières
 - 7034 Dons, libéralités et legs
 - 7035 Autres produits
 - 708 Remises, ristournes et rabais accordés
- 71 Variations des stocks et des commandes en-cours d'exécution
 - 712 Des en-cours de fabrication
 - 713 Des produits finis
 - 715 Des immeubles construits destinés à la vente
 - 717 Des commandes en cours d'exécution
- 72 Production immobilisée
- 73 Produits liés à Enseignement, Recherche et Administration
 - 730 Allocations/Subventions/Droits d'inscriptions
 - 7300 Ministère de la Communauté française (MCF)
 - 73000 Allocation globale
 - 73000000 Part Personnel
 - 73000100 Part Fonctionnement
 - 73001 Promotion de la réussite
 - 73001000 Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)
 - 73001100 Promotion réussite (art. 21 quinquiés décret 9/09/1996)
 - 73001200 Autres
 - 73001200 Autres - Tutorat

- 73002 Subsidés sociaux
 - 73002000 Subsidés sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants)
 - 73002100 Part des subsidés sociaux en faveur du Conseil des étudiants
 - 73002200 Allocation complémentaire relative aux supports de cours
 - 73002300 Autres
- 73003 Démocratisation
 - 73003000 Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996)
 - 73003100 Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010)
 - 73003200 Autres
- 73004 Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)
- 73005 Subsidés spécifiques logements (section II)
- 73006 Subsidés spécifiques restaurants (section II)
- 73007 Subsidés spécifiques étudiants (section II)
- 73008 Subsidés de formations continuées (section III)
- 73009 Subsidés de programmes de recherche et développement (section III)
 - 73009000 Avances sur crédits FSE
 - 73009100 Autres subventions R & D
- 73090 Subsidés de programmes de services à la collectivité (section III)
- 73091 Subsidés d'opérations immobilières (section III)
- 73092 Autres produits MCF
- 7301 Autres organismes publics
 - 73010 Subsidés publics internationaux
 - 73010000 Subsidés publics européens
 - 73010100 Subsidés publics autres
 - 73011 Subsidés publics belges
 - 73011000 Fédéraux
 - 73011100 Communautaires et régionaux
 - 73011110 Communautés hors Communauté française
 - 73011111 Communauté flamande
 - 73011112 Communauté germanophone
 - 73011112 Commission communautaire française (COCOF)
 - 73011113 Région wallonne
 - 73011114 Région bruxelloise
 - 73011115 Autres
 - 73011200 Subsidés provinciaux et Communaux
 - 73011300 Autres
- 7302 Droits d'inscriptions (D.I.) et autres produits liés
 - 73020 D.I.
 - 73020000 DI
 - 73020100 D.I. déduits (D.I.D.)
 - 73020200 D.I. non-déduits

- 73021 D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits
- 73023 Frais biens et services aux étudiants
 - 73023100 Frais administratifs
 - 73023200 Frais papiers
- 73024 Frais d'études spécifiques
- 73025 Autres produits liés
 - 73025000 Droits étudiants libres
- 731 Contrats de R&D/ Services à la collectivité/Formations continuées
- 7310 Produits publics internationaux (FSE...)
 - 73100 Produits publics européens
 - 73101 Produits publics autres
- 7311 Produits publics belges
 - 73110 Fédéraux
 - 73111 Communautaires et régionaux
 - 73111000 Communauté française
 - 7311110 Avances sur crédits FSE
 - 73111100 Commission communautaire française (COCOF)
 - 73111200 Région wallonne
 - 73111210 Programmes First
 - 73111300 Région bruxelloise
 - 73111310 Programmes Spin-off in Brussels
 - 73111400 Autres
 - 73112 Provinciaux et communaux
 - 73113 Autres
- 732 Mécénats, dons, libéralités et legs
- 733 Autres recettes propres
 - 73300000 Dons avec droit de reprise
- 736 Subsidés en capital et en intérêts (publics)
- 74 Autres produits d'exploitations
 - 740 Récupération de frais de personnel
 - 741 Revenus des immeubles
 - 742 Plus-value sur réalisation de créances commerciales
 - 744 Produits de transferts en provenance d'autres sections
 - 745 Produits de transferts en provenance d'autres institutions

- 75 Produits financiers
 - 750 Produits des immobilisations financières
 - 751 Produits des actifs circulants
 - 752 Plus-values sur réalisation d'actifs circulants
 - 753 Subside en capital et en intérêts (PCMM privé)
 - 754 Différences de change
 - 755 Ecart de conversion des devises
 - 756 - 759 Produits financiers divers (à détailler au besoin)
- 76 Produits exceptionnels
 - 760 Reprises d'amortissements et de réductions de valeur
 - 7600 Sur Immobilisations incorporelles
 - 7601 Sur Immobilisations corporelles
 - 761 Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières
 - 762 Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnelles
 - 763 Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés
 - 7630 Sur immobilisations incorporelles
 - 7631 Sur immobilisations corporelles
 - 7632 Sur immobilisations financières
 - 764-768 Autres produits exceptionnels (à détailler au besoin)
- 79 Affectations et prélèvements
 - 790 Bénéfice reporté de l'exercice précédent
 - 791 Prélèvements sur le capital
 - 792 Prélèvements sur les réserves
 - 7920 Prélèvements sur le Fonds de réserve "fonctionnement" (hors SHE) (art. 14, §1er, 2. Arrêté royal 29/12/1984) I
 - 793 Perte à reporter

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE 5 : COMPTE DE FIN DE GESTION**Comptabilité des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française**

ETABLISSEMENT :

Comptes bancaires :

COMPTE DE FIN DE GESTION

remis par

né le

domicilié

comptable de

conformément à l'article 7 de la Loi du 29 octobre 1846, pour les recettes et les dépenses faites par elle pendant l'année....., jusqu'au.....

A. RESULTAT DU COMPTE RENDU AU 31 DECEMBRE DE L'ANNEE PRECEDENTE

Le Comptable reporte ici, comme formant le premier article du présent compte, l'excédent des recettes sur les dépenses à la date du et, dont il a été constaté reliquataire par le compte établi à la dite époque et qui a été précédemment adressé à la Cour des Comptes.

Lequel excédent s'élevant à

et représenté par les valeurs que le comptable avait en caisse le....., à savoir :

Caisse	€
Compte à vue	€
Compte de placement	€
Compte de dotation	€
TOTAL	€

B. RECETTES

Reçu par le Comptable la somme de

Représentant les recouvrements effectués pendant l'année sur les produits des sections I, II et III de la comptabilité des Hautes Ecoles organisées par la Communauté Française de :

et se rapportant à :

	Comptable sortant	Comptable précédent	Total
Section I	€	€	€
Section II	€	€	€
Section III	€	€	€
Autres à définir	€	€	€
TOTAL	€	€	€

C. DEPENSES

Dépensé par le Comptable la somme de

se décomposant comme suit :

	Comptable sortant	Comptable précédent	Total
Section I	€	€	€
Section II	€	€	€
Section III	€	€	€
Autres à définir	€	€	€
TOTAL	€	€	€

D. RESULTAT

Valeur existant en caisse au	€
Recettes pendant l'année	€
Total des sommes à justifier	€
Dépenses pendant l'année	€
Excédent des recettes sur les dépenses	€

Le/la soussigné(e),

Comptable de

affirme sous peines de droit, véritable dans toutes ses parties, le présent compte qui est le résumé des recettes et des dépenses effectuées par elle pendant la durée de sa gestion.

Fait à Bruxelles, le

Le Comptable,

Approuvé le présent compte lequel correspond dans toutes ses parties aux recettes et aux dépenses comptabilisées par le comptable.

Après vérification des écritures, le soussigné déclare qu'il ne reste rien à répéter à charge du comptable sortant la somme de

Fait à Bruxelles, le

Le Vérificateur

Comptabilité des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

ETABLISSEMENT :

PROCES-VERBAL DE REMISE-REPRISE DES COMPTES

Les soussigné(e)s, M

Comptable sortant du Service de la Communauté française à gestion séparée, et,

M

Successeur, ont procédé à la remise et à la reprise des comptes de la comptabilité des Hautes Ecoles de la Communauté française de l'établissement précité qui, en date du, ont été clôturés comme suit :

Aux livres de comptes :

	Recettes	Dépenses	Soldes remis
Caisse	€	€	€
091-	€	€	€
068-	€	€	€
055-	€	€	€
Sous-total	€	€	€
Mouvements de fonds	€	€	€
TOTAL	€	€	€

	Recettes	Dépenses	Soldes remis
Section I	€	€	€
Section II	€	€	€
Section III	€	€	€
Autres à définir	€	€	€
TOTAL	€	€	€

I. **CREANCES A RECOUVRER** (voir en annexe)

Section I	€
Section II	€
Section III	€
Autres à définir	€
TOTAL	€

II. **CREANCES A LIQUIDER** (voir en annexe)

Section I	€
Section II	€
Section III	€
Autres à définir	€
TOTAL	€

III. **MAGASIN** (voir annexes)

Valeur totale des produits en magasin au :

. Timbreuse :€
. Restaurant/Intendance :€
. Matières premières :€
. Autres€
TOTAL €

IV. **ENERGIE ET AUTRES VALEURS**

V. **BILAN DU** (date de remise-reprise)

ACTIF		PASSIF	
Caisse	€	A liquider (III)	€
Compte de dotation	€		
Compte à vue	€		
Compte de placement	€		
A recouvrer (II)	€		
Magasins (IV + V)	€		
TOTAL	€	TOTAL	€
Solde déficitaire	€	Solde bénéficiaire	€

Fait à Bruxelles, l'an

Le....., à heures.

Pour la remise,,

pour la reprise,

Vu, le Vérificateur,

Comptabilité des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française

Haute Ecole

PROCES VERBAL DE CAISSE

L'an 20** le 31 décembre.
à ... heures, nous, ordonnateur, Directeur-Président, avons requis M *****, comptable au même établissement, de nous présenter les espèces et autres valeurs existant dans la caisse et nous avons dressé le bordereau ci-après, à savoir:

VALEURS

Avoir aux comptes	Eur.
Divers	Eur.
TOTAL	Eur.

Nous étant fait représenter immédiatement le Journal-Centralisateur du Comptable, nous avons arrêté:

La recette à la somme de ¹	ci	€ ²
La dépense à la somme de ¹	ci	€
Et l'excédent de la recette sur la dépense à celle de	ci	€

Sur notre demande, M nous a déclaré qu'il remplit en même temps les fonctions de A ce titre, il dispose d'une encaisse qui a été reconnue exacte.

Après quoi, nous avons clos et arrêté le présent procès-verbal que le comptable a signé avec nous.

Fait à, les jours, mois et an que dessus.

Le/La Comptable,

L'Ordonnateur,

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2014 fixant les règles d'établissement et de présentation des budgets et comptes des Hautes Écoles organisées par la Communauté française.

Bruxelles, le 23 janvier 2014

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
Jean-Claude MARCOURT

Annexe 5 – Page 6.

1 1 Sommes en toutes lettres.
2 2 Sommes en chiffres.